

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

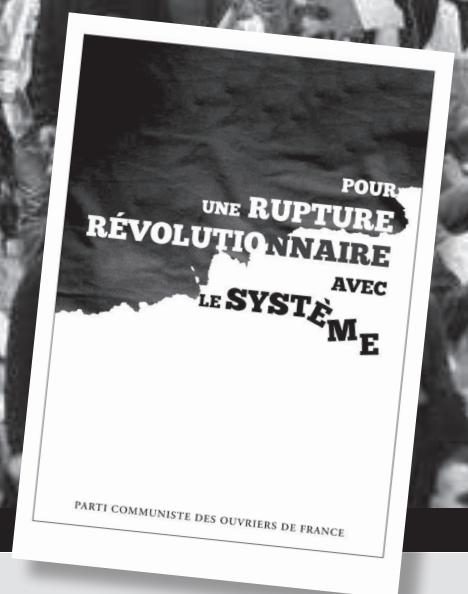
Mensuel n°628 - Mai 2021

Prochaine parution : Mardi 8 juin 2021

2 €



**Non aux licenciements !
De l'argent pour l'école
et la santé, pas pour la
guerre au Mali et ailleurs**



Le 1er Mai 2021 à Paris

150^e anniversaire de la Commune de Paris

« Le berceau du nouveau communisme international ».....p. 10

“Prolétaires de tous les pays unissez-vous !”

Nos priorités après la levée des restrictions

La levée des restrictions de circulation ouvre enfin des perspectives dans la vie sociale, dans les relations et les échanges indispensables pour vivre. Bien sûr, le virus est loin d'avoir disparu et sa propagation continue à nous menacer. La vaccination massive est un moyen de protection encore hors de portée d'une grande partie de la population mondiale. Les monopoles pharmaceutiques ne veulent pas se priver des profits assurés par la propriété privée des brevets et des capacités de production de masse, les deux largement financés par les Etats qui se sont endettés auprès des banques et des marchés financiers. Ce sont surtout aux travailleurs et aux peuples que le système capitaliste présente et présentera la facture. C'est ce que rappellent sans cesse la commission européenne, le ministre de l'économie et les économistes porte-parole du système, qui reviennent à la charge pour rappeler qu'il n'est pas possible de s'extraire des dogmes néolibéraux.

Pour les travailleurs de la santé, pour les malades de la Covid et pour tous ceux qui nécessitent des soins, qui ont été « déprogrammés », il n'y a pas de « retour à la normale ». Le système de santé est toujours sous tension et il n'y a pas davantage de moyens humains et matériels, alors que la crise sanitaire et économique, qui a fait exploser la pauvreté et la précarité, a déjà des conséquences sur la santé de celles et ceux qui sont frappés.

Le gouvernement, de concert avec les organes de propagande que sont les grands médias, met en scène le « retour à l'art de vivre à la française », autour de l'ouverture des restaurants, des bars, des magasins... Bien sûr qu'il y aura un phénomène de reprise. Mais combien d'établissements pourront ouvrir, notamment ceux qui ne font pas partie d'une chaîne ? Et que feront les millions de personnes au chômage, partiel ou total, les jeunes qui survivent et dont l'avenir scolaire est compromis par cette année chaotique ? Avec quels moyens ces millions de travailleurs pourront-ils aller « consommer » ? Les dizaines de milliards d'épargne sans cesse brandis comme une réserve qui n'attendaient que ce signal pour être dépensés sont principalement sur les comptes en banques des riches, des actionnaires qui ont engrangé quelque 50 milliards. Ils en dépenseront une partie dans leur consommation parasitaire de riches et placeront l'essentiel pour s'enrichir davantage. De la même façon que Macron dit que maintenant, la propagation de l'épidémie « dépend de nous », de la même façon, on nous assène que la relance de l'économie dépend de notre consommation ! Ce qui dépend de nous, c'est de mettre à profit la levée des restrictions de déplacements pour organiser le combat de classe, pour défendre nos intérêts de travailleurs, pour refuser de payer la crise du système – en luttant notamment contre les licenciements, contre la surexploitation, la précarisation ; pour résister à la politique réactionnaire de division ; le racisme qui a antennes ouvertes, l'islamophobie qui revient à

chaque attentat ; contre l'Etat policier qui s'est renforcé à travers l'état d'urgence ; contre la politique de guerre, les interventions militaires, la militarisation de la société et l'embrigadement de la jeunesse dans les nouvelles formes de service national universel ; pour lutter contre le système capitaliste impérialiste, contre les monopoles responsables de la dégradation de l'environnement, du changement climatique qui continue à provoquer des ravages. C'est aussi travailler à développer la solidarité avec toutes celles et ceux qui mènent ces combats dans le monde.

La crise sanitaire qui a accéléré et approfondi la crise économique de tout le système capitaliste impérialiste, a été mise à profit par l'oligarchie pour, sous couvert d'urgence sanitaire, accroître l'exploitation de la force de travail, exercer une pression maximum sur les salaires et élargir son contrôle sur nos vies, comme le montre l'extension rapide et massive du télétravail. Elle a profité des différentes formes de confinement pour aller vite et loin, prendre de vitesse le mouvement ouvrier et populaire, le mettre en quelque sorte devant le « fait accompli ».

Elle pensait que la classe ouvrière, les masses travailleuses, les masses populaires des villes et des campagnes, les peuples, allaient laisser faire, se confiner et confiner leurs luttes, leurs résistances. Elle a réussi jusqu'à un certain point, d'autant que les forces réformistes se sont coulées dans ce confinement, en se convertissant au « militantisme virtuel ». L'heure est revenue au « présentiel » de masse, à la lutte concrète, à la grève et aux manifestations, qui permettent de construire un rapport de force qui s'appuie sur les centaines de combats qui se mènent déjà et les renforce tous.

Le Premier Mai a été traversé par cet esprit de fraternité dans la lutte. L'intérêt des militants du mouvement ouvrier et populaire, de la jeunesse qui se bat, pour faire vivre l'esprit révolutionnaire de la Commune de Paris, va dans le même sens. Ce sens, c'est celui du combat nécessaire et vital pour le plus grand nombre, pour les ouvriers, les travailleurs, la jeunesse, les femmes, les peuples pour se débarrasser du système responsable de la crise sanitaire et économique, le système capitaliste impérialiste. ★

Autocollant

« Retrait des troupes françaises du Mali et du Sahel »

Disponible à
Société En Avant,
15 cité Popincourt
75011 Paris
au prix de 9,70 €
pour 100
soit 13,50 € port
compris



Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom : Prénom :
Adresse :
Adresse internet :

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

Tarifs d'abonnement pour la France

Pli ouvert (version papier) 26 €
Version électronique (pdf) 26 €
Pli fermé 32 €
Abonnement avec soutien 35 €
Chèque à l'ordre de : Société En Avant
15 cité Popincourt - 75011 Paris

« Vivre avec le virus »

Depuis le début, les monopoles pharmaceutiques français sont hors course dans la production des vaccins. C'est pour cela que Macron peut se déclarer pour la levée des brevets. Comme Biden, il essaie de gommer l'image que les grandes puissances occidentales ont donné, à force de refuser de livrer des vaccins aux pays qui ne peuvent pas en produire et qui ne peuvent pas payer le prix fort exigé par les Pfizer et autres Moderna. Si cette décision est prise – et elle est loin d'être acquise, car les monopoles ne veulent pas d'un précédent en matière de « propriété intellectuelle sur les brevets » –, elle ne résout pas la question des capacités de production qui restent l'apanage des monopoles qui ont été très largement financés par de l'argent public.

Macron essaie de reprendre le contrôle du « temps » en annonçant des dates d'allègement du dispositif de confinement, malgré les mises en garde d'une partie des responsables sanitaires qui alertent du niveau toujours élevé de cas graves. En fait, Macron a compris qu'il ne pouvait plus maintenir des interdictions qui étaient de moins en moins respectées par des secteurs de plus en plus importants, notamment dans la jeunesse. C'est sa thèse selon laquelle il fallait « vivre avec le virus », et qu'il était hors de

question de confiner de la main-d'œuvre, au moment où il n'est question que de « relance ». C'est pour quoi, il faut aussi que les écoles restent ouvertes, pour que les parents puissent continuer à travailler et à télétravailler, et les examens doivent se tenir, même s'il n'a pas grand sens de prétendre « évaluer » les élèves sur une année scolaire aussi chaotique. Les lycéens sont mobilisés pour dénoncer ces mesures qui vont creuser encore les inégalités. C'est une nouvelle version du « quoi qu'il en coûte », mais cette fois pour dire que le coût, au niveau de l'épidémie elle-même et de ses victimes, au niveau des personnels soignants qui sont à bout de résistance et aussi au niveau de toutes les victimes « collatérales » (intervention déprogrammées...)... n'est pas une priorité. Cela vise à tout renvoyer aux comportements des individus, rendus responsables des contaminations.

La poursuite des contre-réformes

C'est dans le même esprit que le gouvernement, notamment Le Maire, Borne... préparent la « sortie de crise » qui signifie l'arrêt plus ou moins progressif des « aides » financières directes et indirectes, aux entreprises en difficultés. Pas les

monopoles, qui continuent à bénéficier des aides des « plans de relance », mais un grand nombre d'entreprises petites et moyennes, des artisans et des commerçants, qui sont condamnés. Les dépôts de bilan s'accumulent.

C'est surtout une « relance » pour un certain nombre de secteurs dits d'avenir (transition écologique, digitalisation de l'économie, transports...), sans oublier celui de l'armement : le dictateur égyptien Al-Sissi a annoncé une nouvelle commande de 35 Rafale. Mais ce sont aussi de nouveaux rapports de force au sein de l'oligarchie qui se dessinent, comme on le voit dans les médias, où Bolloré renforce son emprise. Il contrôle déjà Canal, Cnews, où sévit le fasciste Zemmour. Il ne cache pas que ses grandes manœuvres s'inscrivent ouvertement dans la préparation des prochaines présidentielles. L'OPA de Veolia sur Suez rentre dans le même cadre.

Les contre-réformes continuent. Cela fait partie des conditions mises par la commission européenne pour l'octroi des prêts « européens ». C'est le retour en force des arguments néolibéraux sur la nécessité de réduire les déficits publics, de poursuivre les politiques de privatisation et d'appliquer les critères de gestion des entreprises aux secteurs contrôlés par l'Etat.

La lutte de classe reprend de la vigueur

Au niveau des mobilisations contre les suppressions d'emplois, les fermetures d'entreprises, l'aspect principal est qu'elles sont nombreuses. Les travailleurs résistent, font grève, occupent leur usine et vont même jusqu'à séquestrer des cadres. Ces mouvements sont soutenus à la fois par les travailleurs des entreprises voisines et par les populations, et la colère est très grande contre le patronat et contre le gouvernement qui donne de l'argent aux entreprises pour les aider à licencier... Cette mobilisation s'est exprimée ce 1^{er} Mai. Le gouvernement s'inquiète de cette contestation sociale qui « bout » depuis pratiquement une année. C'est pourquoi, il a une nouvelle fois déployé l'arsenal policier pour intimider. La combativité et la joie de se retrouver ensemble, montrent qu'une nouvelle phase de la lutte de classe s'est ouverte. ★

« Pour une rupture révolutionnaire avec le système »

Rapport politique du 9^e congrès du PCOF
Prix : 12 € port compris
Pour se le procurer : sur notre site
www.pcof.net ou en écrivant à Sté En
Avant 15 cité Popincourt 75011 Paris

Sur le combat contre l'extrême droite

Le 21 avril, des généraux à la retraite ont rendu public un appel appelant l'armée à intervenir pour « la protection des valeurs civilisationnelles » et mettre fin « au chaos croissant » actuel. Le choix de la date – anniversaire du putsch des généraux d'Alger en 1961 –, du journal – *Valeurs actuelles*, journal d'extrême droite sur papier glacé qui avait récemment dressé un portrait raciste de la députée Danielle Obono – sont la marque de fabrique de l'extrême droite virulente, raciste, fasciste, provocatrice et violente. Les autorités politiques et militaires ont évidemment dénoncé les auteurs et le contenu de ce texte qui continue à recueillir des signatures. Mais l'angle sous lequel la ministre et le chef d'état-major des armées ont pris position, est celui du non-respect du « devoir de réserve » et de la « neutralité politique de l'armée », en insistant sur les difficultés à prendre des mesures autres que symboliques. Le minimum serait de les radier, ce que Macron ne veut pas. Il faut dire que depuis la parution de ce texte, les noms de hauts gradés partageant

ces idées circulent et leur nombre ne cesse de croître, sans parler des enquêtes qui montrent la force du vote d'extrême droite dans les casernes. Le constat est le même pour ce qui est de la police. Les guerres coloniales, les guerres impérialistes contre les peuples et les guerres inter-impérialistes « produisent » des généraux porteurs de cette idéologie réactionnaire : la plupart des signataires de l'appel y ont participé, de la guerre d'Indochine aux guerres en Afrique. M. Le Pen a apporté publiquement son soutien à l'initiative des généraux factieux, revenant en quelque sorte aux fondamentaux de son mouvement politique, créé par son père. Elle veut sans doute aussi éviter que sa nièce ne préempte ce créneau politique et lui fasse de l'ombre.

Macron a envoyé son premier ministre dans les médias pour essayer de décrédibiliser la politique de « dédramatisation » du RN que M. Le Pen développe depuis des années. En même temps, Macron continue, avec d'autres ministres, comme Darmanin, Blanquer, Vidal, Schiappa... à déve-

lopper les thèmes sécuritaires, islamophobes traduits en lois, en décrets, que l'extrême droite ne peut que critiquer parce « qu'ils ne vont pas assez loin ». Il le justifie en prétendant que c'est la meilleure façon de contrer l'extrême droite et de mordre sur son électorat et construit, jour après jour, le scénario de la confrontation présidentielle entre lui et M. Le Pen. C'est aussi dans ce but qu'il poursuit sa politique de débouchage de responsables LR, pour essayer de faire éclater ce parti. Il espère ainsi récolter une partie de ses électeurs, laissant les autres se tourner vers le RN. Cette politique est revendiquée, comme on le voit actuellement dans la préparation des élections régionales.

Ce climat est dangereux et malsain

Beaucoup de militants s'en inquiètent et se demandent comment riposter. Des appels à l'unité la plus large contre l'extrême droite, à combattre ses idées et leur développement dans

la société, sont lancés.

L'expérience historique, et celle de ces dernières années, montrent que ces questions ne peuvent pas être coupées du combat contre la politique du gouvernement qui nous fait payer la crise du système capitaliste impérialiste. Ce combat prend aujourd'hui un tour aigu, avec la multiplication des mobilisations et des luttes contre les licenciements, les contre-réformes qui détruisent les protections sociales, qui aggravent les inégalités et la pauvreté dans des proportions inouïes ; avec les mobilisations contre l'Etat policier qui ne cesse de se renforcer, contre la politique de guerre et de « concurrence de tous contre tous » au niveau national et international.

Cette conscience s'est encore développée avec l'expérience de la « gestion » de la crise sanitaire.

Il ne faut jamais oublier que l'extrême droite est un instrument entre les mains de la bourgeoisie, de l'oligarchie, pour diviser les masses populaires, pour dévier l'immense colère qui s'accumule contre le système capitaliste et ceux qui le gèrent. ★

Entrée en vigueur au 1^{er} juillet de la contre-réforme de l'assurance chômage

La note de la crise présentée aux chômeurs

La réforme de l'assurance chômage peut se résumer en une formule : faire payer la crise aux chômeurs et précaires !

Elle prend acte du chômage de masse en allongeant la durée potentielle d'indemnisation, mais entraîne une baisse très importante de montant des allocations journalières et du montant global des dépenses de l'assurance chômage. Les deux principaux leviers d'économie sont le passage à 6 mois de la condition minimale d'affiliation et la modification du calcul du salaire journalier de référence.

Le couperet du 1^{er} juillet

Initialement, la réforme de l'assurance chômage devait entrer en vigueur en deux étapes, notamment pour ce qui concerne ses deux principales mesures :

La modification des conditions d'activité antérieure pour ouvrir ou recharger des droits (6 mois d'activité sur les 24 derniers mois au lieu de 4 sur 28), au 1^{er} novembre 2019,

La réforme du mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR), qui sert de base au calcul de l'allocation, au 1^{er} avril 2020.

La crise sanitaire a décalé le calendrier d'application : la période minimale d'affiliation a, provisoirement, été ramenée à 4 mois pour les salariés en fin de contrat de travail à compter du 1^{er} août 2020 et la réforme du SJR a été reportée à plusieurs reprises.

Un décret du 30 mars en a fixé l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2021, dans les conditions suivantes :

Le passage à 6 mois de la condition d'affiliation minimale reste différé jusqu'à « retour à meilleure fortune » (baisse du nombre de demandeurs d'emploi et hausse des embauches de plus d'un mois).

Mais la réforme du SJR sera mise en œuvre.

Des impacts majeurs pour les chômeurs

Les règles sont complexes et leurs impacts différents selon les parcours individuels des demandeurs d'emploi, mais le résultat global est sans appel : économies payées par les chômeurs ! Selon l'étude d'impact de l'Assedic, elles iront de plusieurs centaines de millions d'euros en 2021, jusqu'à plusieurs milliards après le passage à 6 mois.



Manifestation du 23 avril à Grenoble

Aux nouvelles règles qui modifient les conditions d'ouverture ou de recharges des droits s'ajoutent de nouvelles règles de cumul allocation-salaire, plus défavorables en cas de reprise d'emploi.

Les principaux concernés sont ceux qui alternent contrats courts et chômage. Ce qui est le cas, en particulier, mais pas seulement, des jeunes.

Les plus touchés seront les précaires du « services à la personne et à la collectivité », du « transport et logistique », du « Commerce, Vente et Grande distribution » (vs 13 %) et de « l'hôtellerie-restauration ».

Selon leur rythme de travail sur la période de référence, les chômeurs subiront une baisse de leur allocation pouvant aller jusqu'à 264 euros pour les plus précaires.

Pour certains, la baisse des allocations chômage sera en partie com-

pensée par le RSA, avec un impact important sur leur niveau de ressources, mais aussi sur leurs droits sociaux (le RSA n'ouvre pas de droit retraite). Les économies sur les dépenses d'indemnisation se traduiront également par un moindre financement des retraites complémentaires.

Les mobilisations

L'exigence d'une abrogation de la contre-réforme de l'assurance chômage était au cœur des mobilisations du 23 avril (« vendredi de la colère ») et s'est également exprimée dans les manifestations du 1^{er} mai. Parmi les secteurs mobilisés, figurent beaucoup de travailleurs de la culture, notamment ceux qui n'ont pas une activité suffisante pour avoir le statut d'intérimaire. ★

Le dépeçage de SUEZ par VEOLIA

Sauf retournement de dernière minute, le feuilleton de l'acquisition de Suez par Veolia devrait bientôt se terminer par un accord de principe entre les deux monopoles de la gestion de l'environnement. Cet accord marquera la fin d'une guerre juridique, médiatique et boursière de sept mois, sur fond de coups bas, de trahisons et de suspicion de conflit d'intérêt. En effet, l'accord de principe avait à peine été signé que BFM révélait que celui-ci avait été obtenu par le biais de la médiation de Gérard Mestrallet au prix de 10 millions d'euros, à charge égale pour les deux parties. Une somme colossale d'autant plus scandaleuse que le médiateur en question n'est autre que l'ancien président d'Engie, puis du conseil d'administration de Suez, au grand dam de certains actionnaires de Suez qui n'étaient apparemment pas dans la confiance. Une trahison pour certains, un coup de maître pour d'autres. Un grand monopole de la gestion de l'environnement autour de Veolia est en train de prendre forme sur la dépouille de Suez.

Un dépeçage en règle

Dans un article du mois d'octobre, nous avons analysé le projet d'acquisition par Veolia des parts qu'Engie possédait dans Suez, son grand rival français sur le marché de l'eau et des déchets. Après tractations, Veolia avait accepté de relever le prix de son offre de 2,9 milliards à 3,4 milliards d'euros. Engie, et donc le gouvernement qui en détenait la majorité, ayant accepté de céder ses parts, Veolia a ensuite déposé son OPA sur Suez afin d'en prendre le contrôle. Mais pour que celle-ci puisse se faire, il faut que Veolia se déleste de ses parts dans le secteur « eau » en France pour ne pas se retrouver en position de monopole face à la commission de la concurrence. D'où la nécessité de la création d'un « nouveau Suez » avec la participation de fonds d'investissements franco-américain, Meridiam et GIP.

Face à cette OPA hostile, le Pdg de Suez a multiplié les recours juridiques et fait monter les enchères. Il était déjà parvenu à faire racheter les parts d'Engie à 18 euros au lieu de

15,5. La bataille s'est alors menée sur le périmètre de ce « nouveau Suez ». Car, pour le Pdg de Suez, pas question d'abandonner l'ensemble du marché international de l'eau et des déchets à son concurrent, et en particulier les secteurs les plus rentables. Concernant le traitement des déchets, des rumeurs ont circulé qu'il était prêt à céder différents actifs au Royaume-Uni (au fonds I Squared Capital) et en Australie (à Cleanaway Waste Management, qui ne démentait pas ces rumeurs).

Une ligne rouge pour Veolia qui, en janvier, en préalable à tout dialogue avec Suez, avait listé une série d'actifs stratégiques appartenant à Suez qu'il ne voulait pas voir céder. Les activités déchets d'Australie et du Royaume-Uni, pesant plusieurs milliards d'euros, en faisaient partie, d'autant qu'ils représentent 80 % de l'activité déchets de Suez hors de France, une perte très importante pour Veolia. Face à la « duplicité » de Suez et à sa stratégie de sabotage, Veolia a riposté en menaçant de revoir à la baisse son prix d'acquisition. Côté Suez, on faisait monter les

enchères en contrepartie de la non-cession des actifs australiens.

Le « prix » de la trahison

Au final, les deux parties se sont mises d'accord moyennant une hausse du prix de rachat, l'action Suez passant de 18 à 20,50 euros, pour permettre à Suez France de réaliser un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros par an et assurer sa viabilité financière (contre 37 milliards pour Veolia). Au total, Veolia aura dépensé 13 milliards d'euros pour acquérir 100 % des actions de Suez.

Le périmètre de l'activité Suez Eau France sera constitué des activités de Suez dans l'eau municipale et le déchet solide en France et principalement les activités eau à l'international dans les pays suivants : République tchèque, Afrique, Asie centrale, Inde, Australie, Chine ; à cela s'ajoute les activités monde digitales et environnementales (SES). Enfin, Suez conserve son centre de recherche en France - CIRSEE). En revanche, il renonce aux marchés eau des Etats-Unis, du Chili et de l'Espagne, parmi les plus disputés, et ceux, stratégiques, du traitement des déchets ●●●

●●● en Australie et au Royaume-Uni, qui tombent dans l'escarcelle de Veolia. En dépit des assurances du maintien de l'emploi et des acquis sociaux pour une durée de quatre ans et l'obligation pour

les repreneurs de Suez de rester dix ans au moins à son capital, les travailleurs de Suez se sentent floués et trahis. L'intersyndicale de Suez est inquiète pour l'avenir car elle sait que les fonds

d'investissements ne sont là que pour un retour maximum sur investissement et que l'avenir des travailleurs de Suez tant en France qu'à l'international est le dernier de leur souci. Un « avenir »

qui pourrait se traduire par quelque 10 000 suppressions d'emplois au total, dont 4 000 en France, et à terme, la disparition de Suez au profit d'autres concurrents. ★

Encore une loi d'exception au nom de l'insécurité

Le gouvernement dans son inquiétante dérive droitiste vient de présenter un troisième projet de loi s'attaquant aux libertés fondamentales. Cette fois, il s'agit de pérenniser les mesures d'exception prises en 2017 (loi anti-terroriste) et en 2015 (loi renseignement) pour les sortir de l'état d'urgence et les inscrire définitivement dans la loi : perquisitions facilitées, sorties de prisons avec surveillance prolongée de 2 ans, fermeture des locaux dépendant des lieux de culte, interdiction de paraître dans un périmètre de sécurité, algorithmes pour traquer les échanges sur la toile...

Après les lois *sécurité globale* et *séparatisme*, sort des cartons un projet (qui était en préparation depuis deux mois) aux lendemains du dernier attentat contre une policière au commissariat de Rambouillet. La radicalisation subite de l'auteur sur les réseaux sociaux sera le prétexte pour justifier le renforcement de la surveillance informatique sur Internet et l'intégration, définitive cette fois, des dispositions d'exception de l'état d'urgence dans le droit commun.

Selon le gouvernement, la traque de ce qu'il nomme les « loups soli-

itaires », peu détectables par le renseignement classique, serait donc facilitée par l'usage renforcé de ces algorithmes, déjà présents dans la loi anti-terroriste, qui vont analyser toutes les recherches sur Internet.

Le texte avait été dénoncé à l'époque, parce qu'il anticipait une surveillance générale a priori pour éventuellement repérer quelques potentiels suspects. Il s'agit là d'un renforcement du contrôle de la police, déjà copieusement servie par les précédentes lois, sur toute la population. Elle aura en effet accès aux données des opérateurs et hébergeurs du net, passées et présentes, à travers les mots clés et recherches des utilisateurs. La durée d'autorisation de la technique de recueil de données informatiques est portée à deux mois, la conservation de renseignements aux fins de recherche est permise, et l'interception des correspondances échangées par voie satellitaire facilitée. En contradiction avec le droit de l'Union Européenne, qui interdit ces pratiques depuis 2014, les renseignements et la justice pourront ainsi accéder, pendant un an, à toutes ces données personnelles.

Ce pas de plus est une atteinte grave

aux libertés de tous et va généraliser la surveillance autoritaire et arbitraire, exploitable par le gouvernement à toutes fins et pas uniquement dans le but proclamé de nous protéger des terroristes.

C'est bien une garantie donnée à un courant ultra droitier et sécuritaire dont il s'agit, dans une concurrence sans limite pour apparaître meilleur garant de la sécurité que ses concurrents. Dans cette escalade réactionnaire, la droite et l'extrême droite ne sont pas en reste. Elles hurlent plus fort encore au pseudo laxisme de Macron, à son inefficacité contre l'insécurité, pour obtenir toujours plus de soutien à la police, toujours plus de répression, notamment contre les migrants. Et ce malgré les 10 000 postes de policiers débloqués, dont Darmanin a pu se vanter, et les nouvelles lois sécuritaires votées ou en chantier qui ont déjà mis sur le pavé des centaines de milliers de manifestants tout cet hiver. De M. Le Pen, qui a dégainé la première, à E. Ciotti en passant par R. Dati, le concert de la réaction, relayée par les grands médias, s'est fait entendre !

Pour placer la barre encore plus haut, G. Peltier, numéro 2 de LR, ne s'est pas

privé de lier « une immigration massive et le terrorisme », allant jusqu'à préconiser la « suspension de toute immigration en France » (hormis les réfugiés politiques et les étudiants). Quant à Valérie Pécresse, qui considère que l'immigration est « un sujet », elle vise à interdire l'entrée des migrants en Europe, en bloquant les demandeurs d'asile aux frontières ! Et de son côté, pour faire bonne mesure, X. Bertrand, en course pour les présidentielles, propose des peines de 50 ans de prison pour les condamnés pour terrorisme. Ces préoccupations sécuritaires sont également affichées comme les priorités de Macron et de ses auxiliaires, alors que nous sommes au cœur d'une situation de crise sanitaire et sociale aux conséquences dramatiques pour la classe ouvrière et les masses populaires.

De LREM à son opposition de droite, LR et RN, la réaction est à l'offensive, et elle fait essaimer et germer des discours de haine, fascisants, dangereux.

Vigilants et unis, continuons à nous organiser et à lutter contre ces ferments de division et ces attaques contre nos droits et libertés. ★

* LF n° 588 d'octobre 2017.

Loi séparatisme : les associations menacées, le cas de l'ATMF

À la lecture du texte de la loi séparatisme, rebaptisée « loi confortant le respect des principes de la République », des collectifs s'étaient alarmés de la menace qu'elle fait peser contre toutes les libertés publiques et l'ensemble du mouvement associatif. La Défenseure des droits s'en est également inquiétée car ce projet concourt au « renforcement global du contrôle de l'ordre social ».

L'article 10-1 instaure un « contrat d'engagement républicain », nanti d'une liste de « principes républicains » auxquels devraient se soumettre les associations. Ces principes, sujets à une interprétation arbitraire, voire antagonique, ont été fortement critiqués.

La loi introduit une « clause de sauvegarde de l'ordre public » qui heurte le principe de la liberté d'opinion et d'action des associations, parfois contraintes à la désobéissance civile pour se faire entendre. Que pourront faire, par exemple, les associations humanitaires ciblées par la police quand elles viennent en soutien aux migrants ? Un des risques encourus pourrait bien être la perte de revenu financier, sinon de locaux, parfois

accordés par les municipalités, ou d'agréments nécessaires pour agir, ce qui conduirait à l'asphyxie de ces associations qui ne correspondraient pas aux critères gouvernementaux. D'autant que le texte élargit les pouvoirs de l'Etat pour dissoudre une association qui commettrait des « agissements violents contre les personnes et les biens », ce qui peut s'interpréter très largement, « agissements » étant un mot vague et non défini. De quelle violence parle-t-on ? Décrocher des portraits de Macron ou coller sur de la publicité pour la dénoncer pourrait bien être considéré comme de la violence.

Dans ce contexte, un élu parisien, du groupe *Changer Paris* (droite, présidé par R. Dati) s'est attaqué à l'Association des Travailleurs Maghrébins de France, réclamant la suppression de la subvention accordée par la Ville de Paris dont l'association bénéficie pour un de ses projets.

Ce faisant, cet élu vise une association dont l'orientation et le combat lui déplaisent particulièrement. Il reproche à l'ATMF de faire de la politique parce qu'elle a publié des communiqués contre le royaume du Maroc et la répression de l'Etat marocain à

l'encontre du Hirk du Rif, contre l'annexion des territoires palestiniens, sur le 17 Octobre 1961, sur les violences policières, sur la « loi séparatisme ». Exprimer des opinions politiques serait donc un délit et ... du séparatisme ! Cette loi offre donc un moyen de chantage contre les associations récalcitrantes. Rappelons la déclaration très claire de M. Schiappa en septembre 2020 : « Nous ne verserons plus un euro d'argent public aux associations qui sont les ennemies de la République ». Cette montée au créneau contre l'ATMF illustre bien les menaces et les objectifs de la loi séparatisme. L'association dénonce : « Les déclarations répétées de Rodolphe Granier ne sont pas un fait isolé. Elles participent, dans un contexte de crise économique et sociale sans précédent, puis de préparation des élections présidentielles, au déploiement d'un climat idéologique caractérisé par une Lepénisation des esprits. Reprendre des concepts d'extrême-droite ou issus du passé colonial, devient un moyen de capter des voix à l'extrême droite. Un exercice auquel se livre une frange de la droite, mais pas uniquement. »¹ L'attaque contre l'ATMF a été immé-

diatement dénoncée par près d'une trentaine d'associations, dans une déclaration commune : « Nos associations expriment leur solidarité à l'ATMF et dénoncent fermement le chantage au financement de celles et ceux qui portent un regard critique sur la société et qui proposent des alternatives »². Beaucoup d'associations sont susceptibles d'être visées par les mesures de contrôle de leur action. Le mouvement associatif est fortement impliqué dans la défense des droits démocratiques et humains de la population, antiracisme, logement, droits des travailleurs, des femmes... L'offensive de l'élu LR démontre la proximité idéologique du gouvernement avec la droite et le risque que fait peser la loi. Mais il existe une forte volonté de s'opposer à de telles menées réactionnaires, et le mouvement démocratique n'est pas près d'abandonner son combat pour la liberté de s'exprimer et d'agir dans l'intérêt du bien commun. ★

1- <http://www.atmf.org/?p=8138>

2- https://www.liberation.fr/debats/2021/01/21/loi-separatisme-une-grave-atteinte-aux-libertes-associatives_1818075/

En France

Il y a un an, le 1^{er} Mai avait lieu au moment du premier confinement, très strict, confinement qui s'est terminé le 11 mai. L'inquiétude devant une pandémie non maîtrisée, qui faisait de nombreuses victimes et engorgeait les hôpitaux, était forte et les effets de l'approfondissement de la crise économique étaient encore atténués par les dispositifs de « soutien », comme le chômage partiel pris en charge par l'Etat. Cela explique en partie les difficultés à braver l'interdiction de manifester le premier mai et à passer outre la limitation des déplacements fixée à un rayon de 1 km. Cela d'autant que les structures syndicales s'étaient massivement mises au « visio-syndicalisme ».

Notre parti a tenu à célébrer dans la rue cette journée internationale de lutte de la classe ouvrière et des peuples, contre le système capitaliste, pour leur émancipation. Notre site, notre journal, ont rendu compte des actions organisées par les organismes du parti, actions qui ont pris différentes formes, dont certaines ont permis d'associer des militants, notamment des syndicalistes.

Depuis, la lutte de classe a pris de l'ampleur, sous les coups portés par le patronat et l'Etat qui font porter l'essentiel des conséquences de la crise sur les travailleurs, les masses populaires et plus généralement les peuples. Comme on l'entend souvent, dans la bouche des militants, « la lutte de classe s'est déconfinée ». Le 1^{er} Mai de cette année en est une illustration.

Il faut dire que le gouvernement a évité depuis mai 2020, d'interdire les mobilisations syndicales, à quelques exceptions près. Bien sûr, d'autres manifestations ont été interdites et réprimées, notamment celles qui ciblaient les violences policières. Certes, des restrictions ont continué à être déclinées, à chaque « nouvelle vague de contamination », pour essayer de dissuader les travailleurs

de sortir en nombre dans la rue. Mais la « tolérance » des gouvernements Macron vis-à-vis des manifestations syndicales et des manifestations de travailleurs s'explique avant tout par la crainte de radicaliser la contestation sociale. En effet, la plupart des mobilisations actuelles, manifestations, rassemblements... sont largement « spontanées », dans le sens qu'elles sont lancées par des collectifs de travailleurs qui se battent contre des licenciements, des fermetures d'entreprises, la répression antisyndicale... mobilisations qui se font dans un « cadre » syndical, mais qui n'attendent aucune « permission ».

Le Premier Mai est une date importante pour le mouvement ouvrier, syndical, pour le mouvement anti-impérialiste et de solidarité avec les peuples et plus généralement, pour tous ceux et celles qui se battent sur les différents fronts : le combat contre les violences et l'impunité policière, contre les lois liberticides, pour la régularisation des travailleurs sans-papiers, contre les guerres impérialistes... Après les mois du dernier confinement, il y avait besoin pour tous les militants de se retrouver ensemble, dans la rue et de savoir que ces retrouvailles militantes avaient lieu partout, en France et ailleurs dans le monde.

Tous les comptes rendus de nos camarades sur ces manifestations (que l'on peut retrouver sur notre site : <http://www.pcof.net/echos-des-manifestations-du-1er-mai-en-france/>) soulignent leur caractère festif, l'ambiance chaleureuse, même à Paris avant les affrontements, un ton donné souvent par les cortèges des travailleurs de la culture, les intermittents, qui occupent les lieux de culture depuis plus de 50 jours. Dans plusieurs villes, ce sont les travailleurs qui se battent contre les licenciements qui étaient en tête des cortèges ou bien visibles dans les rangs

des manifestants.

Notre parti avait un tract, son journal *La Forge*, et deux panneaux : « Non aux licenciements, refusons de payer la crise du capitalisme » et « De l'argent pour la santé, pour l'école, pas pour faire la guerre au Mali et au Sahel. Vive le 1^{er} mai de solidarité internationale ». C'est ainsi que nous avons voulu souligner le caractère internationaliste du 1^{er} Mai. La solidarité avec le peuple palestinien était, elle aussi, affichée par des militants, notamment de l'AFPS, dans plusieurs villes.

Les affrontements

Ils ont eu lieu à Paris, Lyon, Nantes, mais ce sont ceux de Paris qui ont été particulièrement violents. Ce sont avant tout les forces de police et de gendarmerie qui ont harcelé les manifestants, renouant en quelque sorte avec la stratégie de la tension et de la répression des ces dernières années. Elle rappelle l'affaire Benalla et les provocations policières systématiques pour empêcher le déroulement du 1^{er} mai à Paris depuis des années (en fait depuis les mobilisations contre la loi El Khomri, puis contre les gilets jaunes, puis au moment des manifestations contre la retraite à points...).

Un pas a été franchi cette fois, avec des attaques ciblées de la part de certains manifestants contre des militants de la CGT, les camionnettes des UD et le SO intersyndical, mais principalement le SO de la CGT. Des individus masqués, habillés de noirs ou avec un gilet jaune, se sont déchainés devant les caméras, lançant des « CGT collabo », et autres injures, dont certaines étaient claire-



ment racistes, comme celles lancées à Lyon contre les travailleurs immigrés sans papiers du syndicat CGT des livreurs. Cette attaque s'est déroulée sans que la police n'intervienne et à Paris, elle a bloqué l'évacuation des camionnettes syndicales. Darmanin, interpellé sur ce blocage et la passivité des forces de l'ordre présentes en très grand nombre, n'a pas hésité à renvoyer la « responsabilité » à la CGT et à son SO. Comme le dit le commentateur de nos camarades de Paris sur la manifestation, « Place de la Nation, des éléments infiltrés s'en sont pris aux camionnettes de la CGT et à ses militants faisant des blessés. Des agressions que nous condamnons vivement et qui venaient en quelque sorte parachever les provocations de la police du début de manifestation. » Cela montre aussi que la protection des manifestations doit être prise en main sérieusement et qu'elle ne peut en aucun cas être « laissée » à la police. Ces événements, aussi graves soient ils, ne doivent pas gommer le message principal des manifestations du 1^{er} Mai : il y a beaucoup d'ouvriers, de travailleurs, de jeunes, de femmes, de militants des associations de solidarité, des militants syndicaux et des militants politiques qui ont été contents de se retrouver ensemble, dans la rue, autour de symboles du combat pour l'émancipation de la société. ★

Et dans le monde

Nous faisons un tour d'horizon, forcément partiel, des mobilisations du 1er Mai, au niveau international. Elles ont été marquées par la volonté de lutter contre les politiques qui font payer la crise aux travailleurs, aux masses populaires et aux peuples. Les participants à ces mobilisations ont tenu compte des risques de contamination qui sont très élevés dans la grande majorité des pays dits « pauvres » et ont aussi porté les exigences de protections pour les masses populaires et les travailleurs qui, partout, ont dû continuer à « faire tourner les usines ». La paupérisation massive et brutale liée

à ces politiques aiguise les contradictions de classe : une réalité qui inquiète les dirigeants du FMI qui recommandent des mesures « sociales » et des taxes sur les super riches et les très grandes entreprises, pour essayer de désamorcer les explosions sociales qu'ils voient venir.

Aux **Etats Unis**, où le 1^{er} Mai n'est pas un jour férié, des mobilisations ont eu lieu, notamment à Washington, où des centaines de personnes, majoritairement des immigrés, ont réclamé du Président Biden et du Sénat une solution pour la régularisation des 11 millions de sans-papiers et leur permettre d'obtenir la citoyen-

neté. Parmi les débats qui traversent actuellement le mouvement ouvrier et syndical, il y a les leçons à tirer de l'échec de l'implantation d'un syndicat dans un entrepôt d'Amazon, à Bessemer, en Alabama. La direction de cet établissement de 6 700 salariés a exercé d'énormes pressions pour que les salariés votent « non », à grands renforts d'affiches, de réunions... et bien sûr, le chantage à la fermeture. Mais comme le note le journal *Vers l'unité marxiste-léniniste* de mai, une tentative d'implanter un syndicat de l'extérieur, sans s'appuyer sur les travailleurs motivés, sans travail pour les mobiliser et les

convaincre qu'il s'agit de leur syndicat, il est difficile de gagner. Or il y avait 3 000 travailleurs qui avaient pris une carte syndicale dans cet entrepôt. Biden et sa majorité peuvent faire adopter la loi « sur la protection du droit de s'organiser », mais son « progressisme » ne va pas jusque-là.

Au **Brésil**, des manifestants sont sortis dans les rues pour protester contre le gouvernement. La majorité de ces mobilisations ont pris la forme de rassemblements et de défilés d'automobiles. Comme tous les ans, les centrales syndicales avaient convoqué plusieurs mobilisations ●●●

●●● pour célébrer le 1^{er} Mai, mais elles ont été limitées par les restrictions sanitaires, que les masses appliquent d'elles-mêmes, vu l'ampleur de l'épidémie, sa dangerosité et la « gestion » criminelle des autorités.

Au **Venezuela**, des travailleurs de différents secteurs ont exigé des salaires dignes et une vaccination massive contre le Covid-19. Dans plusieurs villes, des dizaines de travailleurs se sont rassemblés pour exprimer leur refus des conditions actuelles de travail.

En **Bolivie**, des milliers de travailleurs ont célébré ce 1^{er} mai par des

manifestations dans les principales villes. Ces marches eurent leur épitexte dans la ville de Santa Cruz, dans l'Est du pays. Les ouvriers ont défilé dans les rues et les avenues avec des drapeaux boliviens. Tous portaient des masques compte tenu des règles sanitaires. Au **Paraguay**, plusieurs syndicats se sont rassemblés à Asunción (la capitale) pour dénoncer la situation de travail particulièrement précaire, aggravée par la pandémie. C'est dans la capitale que le nombre d'emplois supprimés est le plus élevé.

En **Colombie**, les mobilisations de la grève du 28 avril dernier se sont étendues. Le 1^{er} Mai a été la poursuite des luttes contre la réforme fiscale. La confrontation de classe est particulièrement aiguë à Cali.

En **Equateur**, où 17 régions sont soumises à un confinement strict, les organisations syndicales (FUT, UGTE, UNE (enseignants)), le Front Populaire et



Caravane de véhicules à Quito le 30 avril pour la Journée Internationale du Travailleur

d'autres organisations, ont organisé plusieurs actions et mobilisations avant le 1^{er} Mai et après. Des milliers de manifestants ont défilé en voitures dans le Nord de Quito, le 30 avril. Le 1^{er} Mai, plusieurs réunions en visio se sont déroulées dans plusieurs villes. Le puissant mouvement qui s'est développé autour de la candidature de Yaku à la présidentielle continue. Le 28 avril, les organisations de femmes ont arraché la dépénalisation de l'avortement en cas de viol, ce qui est un pas important dans le combat pour le droit à l'avor-

tement. L'actuel président Moreno est sur le départ, laissant un pays ravagé par la pandémie, par la hausse des prix, le chômage et la misère. Ce 1^{er} Mai, les travailleurs, la jeunesse, les peuples indigènes ont fait entendre leurs exigences et les organisations de la gauche révolutionnaire sont prêtes au combat pour exiger que soient tenues les promesses sociales de campagne du banquier Lasso, pour imposer la vaccination massive et gratuite et combattre sa politique néolibérale qui vise notamment à privatiser la sécurité sociale ★



Serbie

« Alors que les manifestations du 1^{er} Mai n'ont pas été interdites, les dirigeants des syndicats et de partis qui se disent de gauche, ont décidé de renoncer à les organiser », dénonce l'Union Révolutionnaire du Travail de Serbie (Savezrada)- SRRS. Pourtant, les travailleurs de Serbie luttent contre l'exploitation capitaliste, comme ceux de l'usine Fiat Plastic, de

Kragujevac, en grève depuis le 14 avril. Ils se sont rassemblés le 24 devant la mairie de la ville. A la base de leur mobilisation, le refus de baisses de salaires et des jours de congés, décidés par la direction de cette usine qui fait partie du groupe FCA (Fiat Chrysler Automobiles) et qui produit des pare-chocs pour les Fiat 500. Cette baisse est évaluée à 128 € par mois, dans un pays où le

salair minimum est en dessous de 350 €. Une grève d'avertissement avait eu lieu en janvier, mais la direction n'a rien cédé sur la question des salaires. Elle avait même ajouté un paragraphe au protocole stipulant que les travailleurs renonçaient au droit de grève ! Le syndicat a refusé.

La grève est dirigée par un comité, dans lequel les jeunes ouvriers jouent

un rôle moteur. Des syndicats d'Italie ont envoyé des messages de soutien. Les militants de l'organisation SRRS qui soutiennent ce combat développent un travail de solidarité en Serbie et au plan international, à travers la conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes. Ils ont tenu à marquer le Premier Mai à travers différentes actions. ★

Turquie

Nous avons demandé à un militant d'EMEP des éléments sur le 1^{er} Mai en Turquie.

Pour le 1^{er} Mai cette année en Turquie, il n'y a eu que très peu de manifestations. L'épidémie s'étend depuis plusieurs semaines, Erdogan a été contraint finalement de décréter un confinement « strict » de 17 jours, qui a commencé le 29 avril et les manifestations ont été interdites. Cependant, ce confinement n'a rien de strict puisque 42 secteurs économiques en sont exclus, obligeant des millions d'ouvriers et de salariés à travailler malgré le danger que cela représente. Selon le DISK (Confédération des syndicats des ouvriers révolutionnaires), 16 millions d'ouvriers et de salariés ne sont pas concernés par ce confinement. Il faut encore ajouter des millions de personnes qui n'ont pas d'autres possibilités que d'aller tra-

vailer pour « survivre », car il n'y a quasiment pas d'aides.

Aussi EMEP et des dizaines de syndicats avaient appelé à « célébrer le 1^{er} Mai » sur les lieux de travail. Il y a effectivement eu des débrayages dans des dizaines d'entreprises.

Les camarades ont comptabilisé rien qu'à Izmir, l'une des plus grandes métropoles du pays, 38 usines dans lesquelles il y a eu des débrayages et des « célébrations brèves ». Sur les réseaux sociaux, on a vu passer des dizaines d'images des ouvriers du BTP en train de « danser et de chanter » des chants révolutionnaires accompagnés de slogans, on a vu des camions avec des pancartes « Vive le 1^{er} Mai », etc.

Par ailleurs, les confédérations DISK, KESK (Confédération des syndicats ouvriers du secteur public), TMMOB (Union des chambres d'in-



Manifestation des travailleurs affiliés à GENEL-IS (filiale de la DISK pour les travailleurs municipaux), à Izmir.

génieurs et d'architectes turcs) et TTB (Union des médecins turcs) et des partis politiques de gauche ont déposé, comme chaque année une

couronne de fleur à la mémoire des ouvriers assassinés le 1^{er} mai 1977, et cela, malgré la forte présence de la police qui les a encerclés. ★

Renault, Stellantis, le gouvernement face aux ouvriers des fonderies

Dans la course pour maintenir leur profit et adapter leurs outils et moyens de production aux modifications technologiques en cours, les groupes automobiles Renault et Stellantis (PSA/FIAT) taillent à la serpe chez leurs sous-traitants. Le gouvernement les suit et essaye d'éteindre le feu de la colère qui couve.

Les salariés de la fonderie SAM à Decazeville (12) qui ont occupé leur entreprise pendant trois semaines, viennent de décider le 5 mai de reprendre le travail. Depuis trois mois (voir La Forge 627 d'avril) ils se sont battus avec détermination en s'appuyant sur un large soutien de la population pour empêcher la liquidation de leur entreprise. Le principal donneur d'ordre, le groupe Renault, a fini par donner « des engagements » pour maintenir le niveau de ses commandes à hauteur de 40 millions d'euros et sans poser de préalable pour ce qui concerne le futur repreneur. De leurs côtés, l'Etat et la Région ont aussi mis la main à la poche pour consolider la situation de l'entreprise pour le bénéfice du futur repreneur.

Le tribunal de commerce de Toulouse doit se prononcer le 21 mai prochain pour dire quel repreneur sera désigné. Plusieurs sont sur les rangs. Celui qui tiendrait la corde serait un

ancien patron de la SAM qui a été à la tête de l'entreprise pendant 18 ans, qui l'a quitté en 2016 suite au refus par les salariés d'un plan de restructuration !

Mais sur les 360 salariés que compte la SAM, tous ne seront pas repris. Au plus fort de la grève, la direction du syndicat CGT avait déclaré : « Nous avons décidé en assemblée générale que 250 salariés devaient être repris. On a acté entre nous le sacrifice de 107 familles qui se retrouveraient sans travail. On n'ira pas en dessous ». Le message visiblement avait été entendu et sur la base de ce « sacrifice » permettant la viabilité du point de vue capitaliste de l'entreprise, Renault s'est engagé sur un volume de commandes, assurant aussi au futur repreneur la possibilité de pouvoir faire « sa marge » !

Les salariés de la SAM se sont battus comme des lions pour empêcher la liquidation de leur boîte et avec leur syndicat CGT ont su mobiliser largement, obligeant Renault et le gouvernement à trouver une « solution », qu'ils payent au prix fort en termes de licenciements.

Aux fonderies de Bretagne à Caudan (56), qui font partie du groupe Renault et fabriquent des bras de suspension et différentiels de boîte de vitesse, la grève est engagée depuis le 23 avril. Depuis un an la

colère gronde dans cette fonderie historique de Bretagne où les intentions de Renault de vouloir s'en séparer ont été percées à jour alors que l'Etat venait d'octroyer au groupe un prêt de 5 milliards d'euros et une aide à la relance.

Après avoir essayé de calmer le jeu, un an plus tard, le 11 mars 2021, Renault a fini par annoncer officiellement qu'il cherchait un repreneur. Depuis, un mot court sur toutes les lèvres, repris en très grand sur les grillages de l'entreprise : « trahison ». « Trahison » aussi parce que, quelques temps avant cette annonce, la direction félicitait encore les ouvriers « pour avoir battu des records de rendement », allant jusqu'à afficher des panneaux sur lesquels elle vantait leurs « records de production » !

Le 26 avril, pensant sans doute répondre à la colère non seulement des ouvriers des fonderies de Bretagne, mais plus largement aux inquiétudes des milliers d'ouvriers des 380 fonderies du pays (1), le gouvernement a organisé une visioconférence réunissant les représentants de la filière fonderie (y compris les représentants syndicaux), le ministre de l'économie, la ministre du travail et la ministre déléguée à l'industrie.

B. Le Maire, sans peur des mots, a

annoncé « un plan d'action » pour le secteur avec la création « d'un fond exceptionnel d'accompagnement de reconversion des salariés » dotés de 50 millions d'euros dont 20 millions apportés par Renault et Stellantis. Il a mis le feu aux poudres !

Réaction immédiate du délégué syndical des fonderies de Bretagne : « En fait c'est un plan de 50 millions pour reclasser et licencier les salariés ». Qualification reprise dès le lendemain dans un communiqué de la fédération CGT de la métallurgie.

A Caudan, le 27 avril au soir, les grévistes retenaient contre leur gré sept membres de la direction. Cela a fait le tour des chaînes d'info plus vite qu'une traînée de poudre. « Nous les avons questionnés sur notre sort, ils n'ont pas voulu nous répondre », a expliqué un des ouvriers.

Depuis, la grève et l'occupation de l'usine se sont organisées sur la base des 3X8 et rien ne sort de la fonderie ou si peu, jusqu'à ce que la direction précise ses intentions. En attendant, la ligne de production de la Zoé à l'usine Renault du Mans est bloquée. ★

1) Il faudrait encore parler de la fonderie MBF à Saint-Claude dans le Jura qui produit des pièces pour des moteurs Renault ou Peugeot. En redressement judiciaire, l'usine emploie 250 salariés. Son sort sera scellé le 11 mai.

Non à la fermeture de Knorr ! Unilever doit payer

Implantée à Illkirch-Graffenstaden en banlieue de Strasbourg en 1953, puis déménagée à Duppigheim (à 15 km) en 1983 (groupe Bestfoods à l'époque), l'usine de fabrication de soupes et sauces, liquides et déshydratées Knorr, est depuis 2000 aux mains de la multinationale Unilever qui emploie 149 000 personnes à travers le monde avec un chiffre d'affaires de 51 milliards en 2020. En France, le groupe compte cinq usines avec environ 2000 salariés pour un chiffre d'affaire de 2,2 milliards d'euros.

Début des années 2000, une grève pour l'augmentation des salaires de plus de trois semaines avec blocage et piquet de grève a « secoué » l'entreprise. La mobilisation de l'Union locale CGT de Molsheim, de l'Union des syndicats des travailleurs de l'agroalimentaire et des Forêts CGT (USTAF-CGT), et les collectes organisées par les sections CGT des entreprises environnantes (Kronenbourg, Techniverre, Supra...) avaient aidé au succès de cette grève.

En 2014, autre mouvement de grève pour s'opposer, mais sans succès, à la suppression de 41 postes de travail. Le groupe Unilever avait décidé de

recentrer ses activités en Allemagne, ne laissant sur le site de Duppigheim que celles liées au conditionnement. Le 25 mars dernier, à l'issue du CSE, la direction annonce aux 320 salariés (261 CDI et une soixantaine de CDD et intérimaires) la fermeture pure et simple de l'usine. Dès cette annonce, les représentants du personnel lancent une pétition sur Internet contre la fermeture. A ce jour, cette pétition a récolté 24 000 signatures, démontrant le poids social, économique et historique de l'usine dans la région.

Le 28 avril, à l'appel des syndicats de l'usine (CGT, FO, CFTD, CFTC, CFE-CGC) une manifestation des salariés de Knorr, soutenus par des délégations de la CGT de différentes entreprises de l'agroalimentaire (BioSpringer, Ixpo Logistique, Socopa, de l'ONF, STEF Vendenheim, des Brasseries Schmidt...) des retraités de l'USTAF/CGT... et des représentants de l'UD CGT) a traversé les rues de la ville de Duppigheim, de l'usine jusqu'à la mairie. La manifestation a réuni plus de 300 personnes, Conseil municipal en tête.

Dans son discours, le maire a rappelé que des générations d'habitants du

secteur ont travaillé dans cette usine et que Duppigheim et les villages environnants allaient être sérieusement impactés par la fermeture de Knorr, par la suppression des emplois directs mais aussi par ceux, indirects (plus de 700). Dans cette manifestation, des ouvriers brandissaient des pancartes où était écrit : « La personne avant la marge », « ...toujours plus de profits pour les actionnaires, du balai pour les salariés »...

Pour nombre des travailleurs de Knorr, il n'y a pas de doute, Unilever en fermant l'usine n'a que le profit en tête. Ils dénoncent le manque d'investissement depuis des années et le fait que la qualité de « leurs produits » s'est dégradée. Pour les travailleurs, si Unilever abandonne l'usine de Duppigheim c'est parce qu'il a construit une usine toute neuve en Roumanie et développe la sous-traitance, notamment en Bretagne.

Pour Unilever, il faut produire toujours moins cher pour permettre d'engranger des milliards (6 milliards de résultat net en 2019 / source Boursorama). Pour le groupe, cette nouvelle usine en Roumanie où la

productivité et l'intensification du travail en lien avec des outils de production plus modernes et des salaires moins élevés permettra de dégager encore et toujours plus de profits. Pour Unilever et Cie, peu importe les conséquences sociales, économiques pour les travailleurs de l'usine, leurs familles et les populations alentour. Visiblement, continuer de produire dans cette usine de Duppigheim n'est plus assez rentable. Pour preuve cette déclaration de la direction au journal *Le Parisien* : « Il y a un besoin urgent de recréer des marges de manœuvre via un redéploiement des capacités industrielles en France et en Europe ». C'est derrière la banderole « Knorr doit rester en Alsace », signée des cinq syndicats, qu'une cinquantaine de salariés, revêtus d'un tee-shirt « Unilever tue l'emploi » ont manifesté leur colère en tête du cortège du 1^{er} mai à Strasbourg.

Quelle que soit la suite après ce 1^{er} mai, avec toutes celles et ceux qui se sont déjà mobilisés aux côtés des ouvriers de l'usine contre la fermeture, il n'y a pas d'autre choix que de mener la lutte pour faire payer Unilever. ★

Usine Cerexagri à Bassens (33)**Des grévistes déterminés qui ont pu compter avec la solidarité**

Du 26 mars au 14 avril, les ouvriers de l'entreprise Cerexagri à Bassens (33), appartenant au géant du phytosanitaire UPL Groupe (5e groupe mondial de fabrication de produits agrochimiques) se mettaient en grève pour les salaires, la reconnaissance de leur qualification, de meilleures conditions de travail, et pour l'embauche en CDI de deux salariés actuellement en CDD. La production est totalement arrêtée mais les camions peuvent passer.

La décision de la grève a été prise par les travailleurs, mettant le DS CFDT devant le fait accompli. A l'occasion des NAO sur l'ensemble des sites, la direction proposait de n'accorder que 8 € d'augmentation ! Une misère pour les ouvriers de Bassens qui interviennent sur un site Seveso Haut avec des salaires très bas (1 300 € en 5x8 et salaire moyen de 1 500 € net hors prime), bien en dessous des accords salariaux de la convention collective de la chimie, comme le révélera la grève. Parallèlement, des débrayages auront également lieu sur les deux autres sites du groupe à Mournoux (64) et Le Canet (13).

Informée de la grève, l'UL CGT de la Presqu'île, basée à 500 mètres, s'est mobilisée. Accueil glacial du délégué syndical CFDT dès le premier contact ! Mais peu importe, pendant trois matins d'affilés, à trois ronds-points stratégiques de la zone industrielle de Bassens et devant l'usine Michelin voisine, l'UL CGT va populariser la grève des ouvriers de Cerexagri en diffusant des tracts. Informée également par l'UL, la presse locale couvre la grève : Sud-Ouest, la chaîne privée bordelaise TV7, RBG, une webradio bordelaise, Radio France Gironde,

Rue89, La clé des ondes... Le Maire de Bassens, l'organisation locale de notre parti, des représentants de la FI et du NPA viennent soutenir les grévistes.

Le vendredi 9 avril, le PDG de CEREXAGRI annonce qu'il viendra le 14 à Bassens, « à condition que l'état de siège de l'usine soit levé » ! L'idée de faire de ce 14 mai une journée de la solidarité ouvrière pour conforter les grévistes de CEREXAGRI dans leur lutte fait son chemin. Idée reprise lors d'une réunion à l'UL avec des représentants des grévistes, avec la mise sur pied d'un plan de mobilisation. Réalisation d'une affiche dispatchée par les structures de la CGT, mobilisation des délégués CGT des boîtes de la zone portuaire, invitation de la presse et des forces politiques... L'objectif est de peser aux côtés des ouvriers en grève face à leur direction et de mobiliser pour se faire un maximum de soutien de la CGT.

Le 14 avril, la négociation avec le PDG va durer de 9h à 17h30. Devant l'usine, la journée de solidarité s'organise. Des militants CGT de plusieurs boîtes de la chimie sont présents : Yara, Saipol, Lesieur, Michelin... ainsi que de nombreux militantEs des différentes UL CGT des alentours comme des représentants des syndicats CGT des banques, de l'énergie, des retraités, Educ'action, sans oublier l'UD CGT33. Présents également une représentation des ouvriers de l'ex-Ford ou encore de FO Transports 33... les organisations politiques (notre parti, Ensemble, LFI, NPA, Lutte Ouvrière, des militants du PCF), des jeunes étudiants aussi... Les médias ont aussi largement couvert la journée : FR3 Aquitaine, TV7, Radio France



Délégation de travailleurs de Cerexagri dans la manifestation du 1er mai à Bordeaux

bleue Gironde, Sud-Ouest et Rue 89 Bordeaux...

A la sortie des négociations, les délégués syndicaux centraux CFDT, CFTC et UNSA qui s'étaient invités à la réunion crient victoire et s'empressent d'appeler à la reprise du travail dès le lendemain et de lever sur le champ le piquet de grève, sans que les grévistes aient pu se prononcer.

L'augmentation mensuelle initialement proposée par la direction passe de 8 à 38 € et quelques postes vont passer à un coefficient supérieur (ce qui va quand même se traduire pour quelques ouvriers par des augmentations comprises entre 50 et 170 €). Si le piquet de grève est levé, pour les grévistes de Bassens, le compte n'y est pas vraiment. Concernant leurs revendications spécifiques, la direction n'a fait que des promesses et l'embauche des deux CDD qualifiés

en CDI n'apparaît même pas dans la note signée par la direction, alors que c'est autour principalement de cette revendication que s'est cimentée l'unité des grévistes.

Malgré le sentiment de s'être fait quelque peu « voler » leur grève, les ouvriers de Bassens ne vont pas malgré tout baisser les bras. Pendant quinze jours ils engagent une forme de grève du zèle et vont finir par contraindre le patron à requalifier en CDI les deux ouvriers en CDD.

Le 1er mai, à l'invitation de l'UL CGT de la Presqu'île, une délégation des ouvriers grévistes de CEREXAGRI était présente dans le cortège de la manifestation intersyndicale avec les banderoles de leur grève : « On travaille le soufre, on souffre au travail », « Augmentez nos salaires, pas les actionnaires ». ★

Correspondance

PPG Bezons (95)**Les ouvriers et employés de se battent pour faire payer le groupe**

Ils sont en grève depuis jeudi 29 avril et bloquent les entrées aux camions. Depuis, les ouvriers et employés se relaient sur le piquet de grève et accueillent celles et ceux, nombreux, qui viennent les soutenir : coups de klaxon de solidarité des chauffeurs qui passent dans cette zone industrielle de Bezons (95), délégations de syndicats, militants de l'UL de Bezons et des UL des environs, de l'UD

La direction croyait pouvoir fermer le site dès juin, prévoyant la première vague de départs de la centaine d'ouvriers, dès février. En renvoyant les intérimaires (parfois la moitié de l'effectif de certains services), elle a brutalement aggravé les conditions de travail des 208 salariés qu'elle veut « virer » avec le minimum de compensations. A tel point que la Direction régionale et interdépartementale

mentale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités n'a pas accepté, le 12 avril, le « plan social » présenté par la direction. La CGT et la CFTC de l'usine ont mis la pression sur la direction en lançant un ultimatum pour l'obliger à négocier sérieusement les mesures d'accompagnement, notamment la prime supralégale, les départs en préretraite, etc. Avec le travail de mobilisation fait dans les ateliers et la diffusion de tracts, les travailleurs ont répondu majoritairement présents pour la grève reconductible.

Le groupe PPG est un leader mondial dans les peintures (comme la marque Ripolin), les mastics pour l'automobile et l'aéronautique (production de l'usine de Bezons), le revêtement, les enduits Il possède 150 entreprises dans le monde et se targue de « protéger et d'embellir le



monde », comme le dit la devise du groupe étatsunien. L'usine de Bezons est encore appelée « le Joint français » par de nombreux militants, car c'est sous ce nom qu'elle a été créée en 1905. Ce groupe l'a vendue à Hutchinson (du monopole Total), qui l'a vendu à PPG Sealants Europe, il y a cinq ans. Hutchinson reste

propriétaire du terrain.

La direction se plaint que le « le blocage est illégal, car ça désorganise l'activité » ! Bien sûr, et c'est bien le but recherché.

Nos camarades d'Argenteuil soutiennent la grève et le blocage. « PPG doit payer ! ». ★

Correspondance

150^e anniversaire de la Commune de Paris

« Le berceau du nouveau communisme international »

Dans nos précédents articles (La Forge de mars et avril 2021), nous avons évoqué ce que fut concrètement la Commune de Paris, puis mis l'accent sur une des principales leçons tirées par Marx et Engels sur la question de l'Etat ; leçons reprises par Lénine dans son ouvrage *L'Etat et la révolution*. D'autres enseignements en furent tirés encore très importantes pour nos combats actuels.

La nécessité d'une direction prolétarienne à la lutte de classes

La forte influence des courants blanquiste et proudhonien à la direction de la Commune a imprégné ses décisions et ses indécisions : notamment la « lourde faute politique » que fut « le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France » (1), mais aussi le temps précieux laissé « au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies [...] alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris » (2).

La prédominance de ces courants non prolétariens dans le mouvement socialiste français d'avant la Commune est à mettre en rapport avec l'état de développement du capitalisme et la structure de classes de la société des années 1870. La classe ouvrière avait grandi en nombre, en puissance et en organisation, mais la croissance de la grande industrie et la concentration capitaliste n'avaient pas fait disparaître les formes anciennes de la petite production encore très répandues : les partisans de Proudhon, nombreux dans l'Internationale et influents dans la Commune, étaient en majorité des artisans ou des ouvriers de la petite industrie menacée par la concentration capitaliste.

Le bilan tiré par Marx et Engels de cette expérience extraordinaire où « l'ironie de l'histoire » a voulu que blanquistes et proudhoniens fissent largement « le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école » (3), a joué un rôle important pour accélérer les démarcations idéologiques au sein du mouvement ouvrier en France et au niveau international.

Les démarcations idéologiques

Proudhon avait une répulsion viscérale pour la grande industrie qui laminait l'artisanat, mais aussi pour le prolétariat industriel dont il ne

voyait que la misère et la déqualification, alors que le Manifeste du parti communiste avait déjà, dès 1847, mis en évidence qu'il était la seule classe vraiment révolutionnaire, fossoyeur potentiel du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise. Il était un adversaire de la lutte de classe, de l'association des ouvriers en syndicats et en parti indépendant, de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de tout ce que la Commune a concrètement validé ! Se souvenir aujourd'hui que la Commune « fut à la fois le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français et le berceau du nouveau communisme international pour la France » (4) n'est pas sans importance. Sidérés par la « financiarisation » de l'économie et par les dégâts de la « mondialisation », rêvant de « réindustrialisation », les Proudhon d'aujourd'hui ne rêvent-ils pas, eux aussi, de faire tourner à rebours la roue de l'histoire, alors que la tâche des révolutionnaires est précisément de travailler à la rupture révolutionnaire avec le système capitaliste-impérialiste ?

L'une des questions posées par la Commune, qui ne put qu'esquisser ce programme, fut précisément celle des moyens pour le mettre en œuvre. Les blanquistes qui « n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien » pensaient qu'un petit nombre de révolutionnaires pouvaient s'emparer du pouvoir et « s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la rassembler autour de la petite troupe directrice » (5). Or, comme l'ont montré les Communards « montés à l'assaut du ciel », et comme le confirma plus tard la révolution socialiste d'Octobre 1917, ce sont les masses qui font les révolutions et non les minorités agissantes, aussi radicales fussent-elles ! C'est une autre leçon précieuse pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire d'aujourd'hui pris en étau entre l'électoratisme des uns – qui font des élus le centre de gravité de la lutte politique – et l'activisme et le volontarisme gauchistes qui isole les plus radicaux.

A partir de l'année 1873, la polémique s'est également développée entre les marxistes et les anarchistes rangés derrière Bakounine. S'affirmant « autonomistes », « anti-autoritaires », comme les proudhoniens, ils se déclaraient farouchement opposés à l'idée même d'un Etat. Bien des années plus tard, à la veille des révolutions russes de 1917, Lénine qui s'opposait aux thèses réformistes et électoralistes vers lesquelles avaient progressivement glissé les partis sociaux-démocrates de la



« La Commune de Paris considère que la colonne impériale de la Place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme... ! » Elle fut abattue par décision de la Commune, le 16 mai 1871.

II^e internationale rappelait le véritable sens de cette polémique : « Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'Etat en tant que but. Nous affirmons que, pour atteindre ce but, il est nécessaire d'utiliser provisoirement les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir d'Etat contre les exploités » (6). C'est ce que fit le parti bolchevik après la révolution socialiste d'Octobre 1917.

L'internationalisme prolétarien en actes

Marx et Engels ne furent pas seulement des « théoriciens ». Les diverses « adresses » du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs à tous ses membres, les multiples lettres envoyées quasi quotidiennement aux dirigeants ouvriers dans les divers pays, témoignent d'un souci constant de leur part d'apporter des orientations pour les tactiques concrètes et la direction révolutionnaire des luttes ouvrières dans les différents pays. Après la Commune, ils ont pris acte du dépassement de la « vieille internationale » (7) et travaillé activement pour aider à la construction de partis marxistes dans les divers pays, à l'élaboration de leurs programmes et à la construction d'une nouvelle Internationale inspirée des enseignements de la Commune.

Cette première révolution prolétarienne a compté parmi ses membres actifs des révolutionnaires hongrois (Leo Frankel), polonais (Jaroslaw D browski), russes (Élisabeth Dmitrieff)... et de nombreux travailleurs immigrés des quartiers populaires parisiens, mais sa portée internationale va donc bien au-delà. Le drapeau des Communards était le drapeau rouge des ouvriers et de la

révolution et non plus le drapeau bleu-blanc-rouge de la république bourgeoise. L'internationalisme prolétarien, qui prend comme base les intérêts de la classe ouvrière et des peuples, qui veut que chacun travaille à la révolution dans son propre pays, mais qui implique aussi un soutien actif de tous quand la révolution éclate ou qu'un processus révolutionnaire se développe dans un pays donné, est, dès lors, devenu un principe pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Mettre nos pas dans ceux des Communards (8), c'est continuer à nous inspirer de ces leçons pour mener le combat révolutionnaire aujourd'hui. ★

(1) Engels, Préface de 1891 à La guerre civile en France.

(2) Lettre de Marx à W. Liebknecht du 6 avril 1871.

(3) Engels, Préface de 1891 à La guerre civile en France.

(4) Lettre de F. Engels à A. Bebel. 29 octobre 1884.

(5) Engels, Préface de 1891 à la Lutte de classes en France.

(6) Lénine, *L'Etat et la Révolution*. Août-septembre 1917.

(7) Cf. Lettre d'Engels à Sorge. 12 décembre 1874.

(8) Mettons nos pas dans ceux des Communards. Article du PCOF pour la revue *Unité et Lutte* publiée par la Conférence Internationale des partis et organisations marxistes-léninistes.

A Paris le 29 mai Rassemblement et montée au Mur à Paris

À partir de 10 heures : animations, spectacles, prises de parole et pique-nique Place de la République

À 14 heures : cortège populaire en direction du Père-Lachaise.

A l'appel des Amis de la Commune, de Faisons vivre la Commune, de plusieurs associations, syndicats et partis politiques.

Non au nucléaire et à son monde

Tchernobyl : n'oublions pas

Il y a 35 ans, le 26 avril 1986, Tchernobyl en Ukraine, était le théâtre d'un terrible accident nucléaire. Le coût humain et environnemental de la catastrophe sera terrible et les populations de la région continuent aujourd'hui encore de le payer. Les jours qui ont suivi l'explosion des réacteurs et l'incendie, les vents ont apporté sur toute l'Europe de l'Ouest notamment (mais pas uniquement) les poussières radioactives ; les manifestations du 1^{er} mai se sont déroulées, en particulier dans l'Est de la France, dans une atmosphère chargée de césium ; mais les médias aux ordre l'assuraient, le nuage s'était arrêté à la frontière, un puissant anticyclone protégeait la France ! Mensonges qui seront dénoncés quelques jours plus tard.

Pour rassurer la population en France (qui possède le premier parc nucléaire au monde) après la catastrophe, les commentateurs patentés ont mis l'accent sur les faiblesses de l'URSS, sur la vétusté des installations, la bureaucratie et la corruption des apparatchiks, contribuant à alimenter le discours anticommuniste ; d'après eux, un accident comme celui-là ne pouvait arriver dans un pays occidental comme le nôtre, démocratique, au niveau technologique élevé, avec des normes très strictes, des contrôles, etc.

Fukushima, deuxième catastrophe nucléaire

Or fin mars 2011, ce sont les réacteurs de la centrale nucléaire dans la région de Fukushima au Japon, qui après un tremblement de terre et un tsunami, explosaient, causant là encore des dégâts considérables (Cf. l'article dans notre journal d'avril).

Voilà donc qu'un accident nucléaire majeur pouvait se produire également dans un pays capitaliste développé comme le Japon ! Et dix ans après la catastrophe, l'entreprise Tepco, (qui a construit et exploite la centrale), ne sachant plus que faire de l'eau contaminée qui a servi à refroidir les réacteurs en fusion, se prépare – avec l'aval du gouvernement japonais – à en rejeter dans l'océan 1,25 millions de tonnes ! Comme à Tchernobyl, où il n'existe toujours pas de solution pour évacuer les restes des combustibles et de corium (1) enfouis sous les 4000 tonnes de matériaux ayant servi à étouffer l'incendie, on ne sait pas éliminer les déchets nucléaires et recycler complètement l'eau contaminée ; et pourtant, la fuite en avant continue malgré et contre l'opposition populaire au Japon comme ailleurs !

Centrales nucléaires vieillissantes, danger !

Mais cette fois encore, en France, les mêmes spécialistes nous ont assuré que l'accident de Fukushima avait été analysé en profondeur, que sur cette base la sécurité des centrales en France avait été renforcée, les normes élevées et les contrôles plus sévères. Pourtant, comme nous l'annoncions dans une précédente édition de notre journal, l'ASN a donné récemment son feu vert à la prolongation de vie au-delà de 40 ans des centrales nucléaires françaises. Or, à Tricastin (à la limite de la Drôme et du Vaucluse), les contrôles effectués en septembre 2019 lors de la « visite des 40 ans », un examen de sûreté approfondi, un essai a révélé un défaut électrique sur le moteur de l'une des deux pompes du circuit de refroidissement à l'arrêt. Il s'agissait d'un vieillissement prématuré de câbles

électriques qui n'avaient pas été montés correctement.

Pour l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), la détection de ce « défaut » a accru le risque d'accident grave. EDF pour sa part, a minimisé. Or dans un article consacré à la centrale de Tricastin, *Le Monde* du 27 avril signale que, dans un rapport publié la veille, le Groupe international d'évaluation des risques nucléaires (International Nuclear Risk Assessment Group), qui compte parmi ses membres l'ancien président de l'autorité de sûreté américaine, Gregory Jaczko, ou l'ex-directeur général de la sûreté nucléaire allemande, Wolfgang Renneberg, affirme que les prolongations de durée de vie et l'exploitation des vieilles centrales accroissent le risque d'accident nucléaire en Europe.

Le réseau Sortir du nucléaire et les organisations locales qui le composent appellent à une semaine d'action du 21 au 27 juin (2) avec plusieurs temps forts, sous le mot d'ordre : « 40 ans ça suffit, débranchons la centrale nucléaire du Tricastin ! ».

Vendre des EPR à l'Inde, coûte que coûte !

Mais il semble que rien n'arrête le lobby électro-nucléaire français. Une semaine après le voyage en Inde de J ; -Y ; Le Drian, ministre des affaires étrangères, EDF publiait un communiqué où l'entreprise déclarait avoir déposé, le 23 avril, « l'offre technique commerciale engageante » auprès du groupe nucléaire public indien pour la construction de 6 EPR entre Bombay et Goa, au bord de la mer d'Arabie. C'est la plus grosse structure atomique civile en projet qui doit alimenter en électricité 70 millions de foyers. Conçu 15 ans plus

tôt par Areva (le maître d'œuvre d'alors) et soutenu par Nicolas Sarkozy, – les gouvernements passent, le nucléaire reste – le projet avait été mis de côté après Fukushima. Il revient aujourd'hui sur le devant de la scène ; certes, la vente n'est pas encore conclue, mais un pas de plus a été fait dans cette direction. Pourtant, les risques sismiques du lieu d'implantation sont avérés et l'opposition de la population du pays à ce projet, notamment des pêcheurs de la région, est forte. Avec un cynisme qui défie toute concurrence, EDF nie tout danger et met en avant les milliers d'emplois à venir pour un chantier qui s'étalerait sur 15 ans. Le projet est évalué à 40 milliards d'euros. Or, comme chacun le sait, l'Inde est frappée aujourd'hui par une crise sanitaire sans précédent et fait face à une récession historique.

Mais ce cynisme qui caractérise la politique des monopoles et de l'Etat à leur service n'a pas de limite. Comme le souligne le réseau Sortir du nucléaire dans son communiqué du 23 avril, à l'occasion du 35^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl : « *Alors qu'EDF est confrontée à une dette abyssale, le lobby joue des pieds et des mains pour rendre le nucléaire éligible aux investissements «verts» européens et faire financer les nouvelles installations par l'argent public.* »

Mensonges, déni de démocratie, engloutissement de sommes faramineuses d'argent public, mise en danger permanente des populations et de l'environnement, alors, oui, non au nucléaire et à son monde ! ★

(1) Le corium est un magma métallique et minéral constitué d'éléments fondus du cœur d'un réacteur nucléaire.

(2) Le 12 juin 1981, le réacteur numéro 4 de Tricastin était connecté au réseau électrique.

Joe Biden et l'arme du climat

On se souvient que Joe Biden, encore candidat à la Maison blanche, avait promis qu'une fois élu, il ferait en sorte que les USA reprennent leur place dans l'accord de Paris sur le climat. Et dès son élection, il a effectivement tenu sa promesse. Le 22 avril dernier, il organisait une conférence internationale sur le climat de deux jours à laquelle les dirigeants de 40 pays ont été conviés : les grands pays industrialisés bien sûr, Canada, Japon, les pays d'Europe, mais aussi le grand concurrent chinois et la Russie. Mettant à profit la technique de la visioconférence, ce sont en fait les dirigeants étasuniens qui avaient la main et la

direction des opérations. A cette occasion, Joe Biden a annoncé que les Etats Unis, deuxième plus grand pollueur mondial, s'engageaient à réduire de 50 % leurs émissions de gaz à effet de serre en 2030 (par rapport au pic de 2005 !). La Chine, première sur le podium des pays les plus pollueurs, s'est, elle aussi, engagée, suivie par la Russie, le Canada, ... Même Bolsonaro a pris des engagements, notamment celui d'arrêter le déboisement illégal (sic !). Quant à l'UE, elle venait d'annoncer un plan de réduction de 55 % de l'émission de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport au niveau de 1990). Bref chacun a voulu montrer au monde qu'il serait bon élève.

Pour les Etats Unis et ses dirigeants, cette conférence avait pour but de renouer avec le multilatéralisme et de reprendre l'initiative sur le plan diplomatique afin de réaffirmer leur leadership mondial après les années Trump.

Les engagements climatiques de Biden font partie de son grand plan d'investissement dans la transition écologique, un plan de 2 400 milliards de dollars sur quatre ans pour décarboner l'économie américaine. Comme la plupart des pays industrialisés, les USA ont besoin d'opérer un changement dans l'appareil de production en remplaçant l'énergie fossile par les énergies renouvelables et

les moteurs électriques. Pour réaliser ce plan, Joe Biden et son équipe doivent aussi gagner l'opinion publique étasunienne et rassurer les travailleurs, notamment ceux de l'automobile. Pour cela, Biden promet des emplois dans la reconversion des usines automobiles à l'électrique, dans la production des nouvelles énergies, le renouvellement et la modernisation des infrastructures... bref, un « green new deal » ambitieux.

Dans la course pour conserver le leadership mondial, son rang de plus grande puissance impérialiste, le dirigeant étasunien doit réussir son pari. ★

Arrêtons les grands projets inutiles et coûteux !

Il y a celui de l'extension de la gare du Nord, du « triangle de Gonesse » en région parisienne, celui du contournement routier de Strasbourg (GCO), du tunnel Lyon-Turin sous les Alpes, comme il y a eu celui du barrage de Sivens ou de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes. Notre journal s'est, à chaque fois, fait l'écho des oppositions que ces grands travaux ont suscitées et suscitent encore. Des oppositions populaires plus ou moins importantes qui s'organisent dans des collectifs pour refuser le bétonnage, les nuisances, la suppression de terres agricoles ou de friches et espaces naturels. Partout il y a, en face, les monopoles avides de profits : Vinci, Eiffage, Auchan, Bouygues, les géants du BTP, de l'agrobusiness, les banques, et autres promoteurs. Alors que le gouvernement se gausse de faire un maximum pour lutter contre le dérèglement climatique, le bétonnage se poursuit, les projets routiers se multiplient pour toujours plus de transports de marchandises.

Les jardins ouvriers d'Aubervilliers

Aubervilliers fut autrefois, comme

Bobigny et d'autres communes du nord-est parisien, des terres maraîchères qui nourrissaient Paris. Il reste à Aubervilliers, au pied du fort et des tours de la cité populaire des Courtilières, un espace maraîcher témoin de cette histoire. Sur un terrain de 7 ha, il est composé de 86 parcelles dont les jardiniers et jardinières sont regroupés dans « l'association des jardins ouvriers des vertus », association créée en 1935.

20 parcelles sont menacées aujourd'hui par la construction d'une piscine qui doit servir de bassin d'entraînements aux athlètes des jeux olympiques de 2024 ainsi qu'un solarium et un sauna ; mais 15 autres parcelles doivent être détruites dans un deuxième temps pour permettre la construction d'une gare pour le futur Grand Paris Express ; il est aussi question de la construction d'un éco-quartier.

Ouvriers à la retraite ou occupants plus jeunes et plus récents, tous sont attachés à cet îlot de verdure où ils viennent cultiver leurs légumes et tailler leurs arbres fruitiers. Compléments alimentaires pour les plus démunis d'entre eux, lieu de convivialité et d'entraide, de sociabilité pour les plus âgés, (20 nationali-

tés s'y côtoient en bonne intelligence), havre de fraîcheur au moment des canicules, ces jardins doivent être rasés pour bétonner. L'Etablissement public Grand Paris Aménagement (GPA) a bien fait des promesses de compensations. Mais les promesses, on s'en méfie d'autant qu'elles paraissent technocratiques et même aberrantes alors que le projet alternatif proposé par l'association, qui ne s'oppose pas à l'ouverture d'une piscine pour la population, mais dénonce les « compléments » bétonnés, n'a pas été retenu.

Une autoroute pour relier Castres à Toulouse

Il s'agit là d'un projet pour « désenclaver » Castres. 60 km d'autoroutes de l'entrée de la ville à Verfeil avec connexion à l'autoroute Albi-Toulouse (A 68). Cette autoroute coûtera 400 millions d'euros et ferait gagner 25 min sur le trajet aller-retour ! L'appel d'offres a été lancé et trois candidats sont déjà en lice, dont Vinci (encore lui !) et Eiffage qui se partagent déjà une grande partie du réseau autoroutier français. Les habi-

tants de la région ne comprennent pas l'utilité de ce projet car, pour eux, il suffirait d'améliorer et de sécuriser la nationale existante (RN 126). Cela coûterait moins cher à la collectivité et aux usagers qui n'auraient pas de péage à acquitter. Sans compter que, là encore, 450 ha d'espaces agricoles et naturels seront détruits. Un collectif « Stop carrières » s'est constitué car il est prévu plusieurs carrières le long du futur tracé de l'autoroute, dont certaines à proximité des habitations : nuisances de toutes sortes (bruit, poussière, circulation d'engins de chantier, etc.) garanties. Les membres de ce collectif se disent floués car dans l'enquête d'utilité publique à laquelle ils ont participé, certaines de ces carrières n'étaient pas mentionnées. Le 17 octobre dernier, le collectif « Pas d'Autoroute Castres Toulouse » (PACT) a réuni 800 habitants à Teulat qui ont formé une chaîne humaine pour dire leur opposition à ce projet.

Dans ces grands travaux, les intérêts des monopoles priment sur l'intérêt des populations et, à chaque fois, la démocratie est bafouée pour satisfaire leurs appétits. ★

Total soutient la junte birmane

Dans notre édition de mars nous dénonçons le coup d'Etat opéré par la junte militaire en Birmanie le 1^{er} février 2021. Nous y rappelions l'histoire de ce pays sous dictature militaire depuis 1962 et donnions des éléments sur l'opposition populaire massive à ce putsch militaire. La répression contre l'opposition est brutale, les militaires tirent à balles réelles sur les manifestants et font régner la terreur dans les quartiers. Selon les chiffres officiels, 550 civils ont été tués, parmi lesquels des femmes et des enfants ; 3 500 personnes seraient incarcérées dans les geôles de la junte. Pour autant, la résistance se poursuit et depuis trois mois maintenant un grand mouvement de désobéissance civile se développe ; l'opposition à la junte demande à la population de quitter le travail pour bloquer l'économie du pays. Ce mouvement très fort dans l'administration publique et qui existe également dans les entreprises privées, bloque les ports, les banques, les hôpitaux, ou encore les chemins de fer. 409 organisations de la société civile birmane regroupée dans le Myanmar Alliance for Transparency and Accountability demandent aux entreprises étrangères de cesser leur

activité et de suspendre le versement de leurs taxes et impôts. Plusieurs entreprises de différents pays ont effectivement suivi cet appel. Seul Total continue ses activités d'extraction et de transport de gaz.

Présent en Birmanie depuis 1992, date du début de ses explorations, il y exploite notamment le gisement gazier offshore de Yadana depuis 1998 et le gazoduc qui exporte ce gaz vers la Thaïlande voisine. Ses relations avec la junte ne datent donc pas d'hier.

Sous pression des organisations internationales, de certains politiques, des ONG birmanes, etc. le PDG de Total, Patrick Pouyanné, a cru bon de s'expliquer dans une tribune offerte par le JDD du 3 avril dernier. Cette tribune se veut une justification de sa décision de continuer l'exploitation et de verser ce qu'il doit à l'Etat birman. Les arguments développés ont tous été démontés par diverses personnalités bien au courant du dossier birman, y compris par les organisations birmanes de l'opposition elles-mêmes.

Total pourra-t-il continuer à nier ses liens étroits avec les militaires – basés sur leurs intérêts réciproques bien compris – après les révélations

du journal *Le Monde* du 4 mai ? Le journal explique en effet dans ses colonnes que parmi les 120 000 documents qui ont fuité de l'administration birmane peu après le coup d'Etat militaire, on trouve les comptes et les audits de la Moattama Gas Transportation Company (MGTC). Total en est le premier actionnaire (avec 31 %), avec le thaïlandais PTT Exploration and Production Public Company Limited (PTTEP, 26 %), l'américain Chevron (28 %) et l'entreprise publique birmane MOGE (15 %). L'analyse de ces comptes a permis de mettre à jour le montage financier autour du gazoduc. D'après le journal, « ce tuyau ne se contente pas de transporter du gaz : il est le cœur d'un système où des centaines de millions de dollars provenant des ventes de gaz sont détournés des caisses de l'Etat birman vers la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE) », cette entreprise actionnaire de la MGTC, contrôlée par les militaires putschistes !

Ce qui fait dire à Yadanar Maung, porte-parole de l'ONG Justice for Myanmar : « Des centaines de millions de dollars de revenus du gaz, qui devraient revenir au peuple birman, alimentent des comptes offshore contrôlés par une junte illégale qui

mène une campagne de terreur contre les Birmans. »

Dans sa tribune, le PDG expliquait aussi combien compte pour lui, plus que les bénéfices du groupe, la sécurité de ses employés birmanes. Or, ces mêmes employés que *Le Monde* a pu interroger disent qu'ils sont empêchés de rejoindre le mouvement de désobéissance civile sous peine de perdre leur emploi ; l'un d'eux avoue même avoir été menacé par son supérieur d'être arrêté par les militaires à la sortie de l'aéroport s'il quittait la plate-forme avec l'hélicoptère.

Derrière ses fausses justifications humanitaires et sa soi-disant éthique, Total est un de ces grands monopoles prédateurs qui n'a aucun scrupule à continuer à engranger ses profits, y compris sous la protection d'une dictature militaire qu'il continue de financer contre la volonté d'un peuple qui se bat héroïquement contre cette dictature. ★

Sources : Bastamag.net du 29 avril, asianlyst.com, *Le Monde* (tribune du 21 avril de Htwe Htwe Thein, économiste spécialiste de la Birmanie ; articles de l'édition du 4 mai), *le Journal du Dimanche* (JDD du 3 avril).

Il faudra aussi rembourser les « aides » européennes

Cela va faire neuf mois que les dirigeants de l'UE se sont bruyamment réjoui de l'accord concernant un plan de relance européen de 750 milliards d'euros : 390 milliards de subventions et 360 milliards de prêts. La majeure partie (672,5 milliards) sera versée directement aux Etats, 77,5 milliards iront aux « politiques communes », notamment à la politique agricole commune (PAC). Mais neuf mois après, l'argent promis aux différents gouvernements n'a toujours pas été décaissé.

Cette somme considérable sera empruntée sur les marchés financiers, auprès des banques, par la commission européenne, qui agira au nom de l'UE, ce que l'Allemagne, la Hollande, l'Autriche, le Danemark, la Suède, refusaient jusqu'à présent. Ce mécanisme de « solidarité » entre les 27 Etats est toutefois soumis au contrôle de la commission. Les Etats doivent en effet lui soumettre leur budget qui détaille la façon dont ils vont utiliser ces subventions et ces prêts.

La commission a établi une grille : 37 % des dépenses doivent être consacrées à la « transition écologique », 20 % à la numérisation de l'économie. Une clause a été aussi

introduite : celle du respect de « l'Etat de droit », qui cible des Etats comme la Hongrie, où les gouvernements musèlent ouvertement toute opposition. Les sommes doivent être dépensées d'ici 2023. La commission a deux mois pour valider les projets que les Etats devaient soumettre avant la fin avril et les 27 doivent l'adopter « à la majorité qualifiée », lors d'un conseil européen (donc les chefs d'Etat et de gouvernement), un mécanisme qui permet de contourner l'opposition des gouvernements des « petits pays », notamment celui de Hongrie, mais aussi d'autres, qui ne veulent pas « donner leur aval pour un emprunt commun, puis devoir le rembourser pour les autres », comme ces Etats accusés de laxisme, notamment les pays du sud de l'UE...

Les gouvernements de deux Etats attendent ces subventions avec fébrilité : il s'agit de l'Italie, dirigée aujourd'hui par une coalition autour de Draghi (elle compte sur 68,9 milliards) et l'Espagne dirigée par le socialiste Sanchez, dont la coalition sort affaiblie des dernières élections (69,5 milliards). Draghi a déjà inclus ces subventions dans le projet de budget qu'il a présenté devant les deux chambres (248 milliards), adop-

té très largement, qui comporte de grands projets de construction d'infrastructures dans le sud de l'Italie. « *Le problème en Italie, c'est de mettre en place de véritables appels d'offres* » commentait un responsable, ce qui augure déjà de moult accords et répartitions entre grands monopoles, y compris ceux dans lesquels la mafia est implantée. Quant à Sanchez, il n'a pas hésité à qualifier cette manne financière « *de la plus grande chance de l'Espagne depuis son adhésion à l'UE* ».

B. Le Maire se met en scène

Les ministres français et allemand ont présenté en même temps, leur plan respectif (39,4 milliards de subventions de l'UE pour la France et 25,6 milliards pour l'Allemagne). Le Maire a commencé par se plaindre de la « *lenteur du versement* », avant de mettre en avant « *tout ce que le gouvernement avait déjà fait* » au titre du « plan de sauvetage » (le « quoi qu'il en coûte » de Macron) et a présenté le plan France relance de 100 milliards, qui intègre l'argent de l'UE, en se projetant en 2030 !

C'est un catalogue de projets, déjà annoncés en d'autres occasions, notamment dans le domaine de la coopération franco-allemande dans le moteur à hydrogène. Mais il est important de souligner que Le Maire a redit la volonté du gouvernement de ne pas « augmenter les impôts », notamment sur les riches et les entreprises. Pour ce qui est des « réformes structurelles » exigées par la commission, pour réduire notamment l'endettement de l'Etat, il a botté en touche : « *la commission ne vient pas nous imposer de nouvelles réformes ; elles ont été validées par le peuple français* ». Autrement dit, « on le fera, mais ne nous demandez pas de dire comment et quand », surtout dans la perspective des prochaines élections. Il a quand même précisé que la réforme des retraites se fera, « *quand ce sera possible* ». Macron a dit qu'il fallait « vivre avec le virus » et Le Maire complète en disant qu'il faudra aussi payer les dettes, y compris une partie des « aides » financières européennes, en faisant les réformes « nécessaires », celles contre lesquelles les travailleurs se sont battus avant la crise sanitaire. ★

Italie

La classe ouvrière au cœur des attaques du patronat et de l'Etat

Une nouvelle convention collective pour les métallos

Signée le 4 avril, elle marque une régression importante par rapport à la classification qui avait été arrachée en 1973 après une lutte acharnée des métallurgistes (250 000 travailleurs dans les rues de Rome, le 9 février 1973). Etalées sur plusieurs années, les hausses de salaires représentent à peine plus que 30 euros par mois « pas même un café par jour ! ». Les grilles de salaires sont revues sur la base « d'éléments entièrement discrétionnaires, décidés unilatéralement par les patrons, qui veulent des travailleurs flexibles, polyvalents et participatifs ». En lien avec la promotion de l'apprentissage et de l'alternance, cette nouvelle classification est particulièrement nocive pour les jeunes métallurgistes. Des dispositifs sont mis en place pour encourager l'adhésion à des fonds de pensions. En vue de les intégrer encore davantage dans la collaboration de classes, des « comités consultatifs de participation » seront mis en place dans les grandes entreprises, regroupant représentants de l'entreprise et représentants syndicaux tenus au respect du « secret industriel »

La crainte des mobilisations ouvrières et populaires

Scintilla, journal de nos camarades italiens de Piattafoma comunista souligne le fait que cet accord a été obtenu « *non pas sur la base de la lutte entre le travail et le capital, la seule qui peut conduire à une amélioration des conditions économiques, sociales et politiques des travailleurs, mais sur la base de la paix sociale forcée imposée par l'Etat, les patrons et les dirigeants syndicaux avant et pendant la pandémie* ». Sa signature, au moment de la prise de fonction de Mario Draghi (ancien président de la Banque centrale européenne) à la tête du gouvernement italien doit être interprétée comme une tentative de désamorcer les mobilisations ouvrières dans ce secteur important qu'est la métallurgie (1 600 000 travailleurs). Cela traduit l'inquiétude de l'oligarchie italienne qui craint des explosions sociales :

Les travailleurs de l'entreprise de textile Texprint ont déclenché en janvier, une grève avec occupation et blocage des marchandises pour revendiquer, en particulier, 8 heures de travail sur 5 jours au lieu de 12 heures 7 jours sur 7 ! Des initiatives

de solidarité ont été organisées par les syndicalistes des « comités de base » (SI-Cobas).

Les travailleurs d'Amazon Italia ont croisé les bras pendant 24 heures, le 22 mars, demandant la solidarité des consommateurs. Malgré le lourd chantage pesant sur les précaires, la grève a été fortement suivie, bloquant les activités et les livraisons. Pour beaucoup, c'était la première grève de leur vie.

Les travailleurs d'Alitalia manifestaient de leur côté devant le ministère de l'Economie, le 30 mars, contre les licenciements dans le secteur du transport aérien et de la sous-traitance.

Les soignants se sont, pour leur part, mobilisés le 7 avril. 50 000 postes ont manqué dans les hôpitaux, les unités de soins à domicile et les résidences pour personnes âgées et handicapées pour faire face à la crise sanitaire. La réponse du gouvernement italien : des embauches en contrats temporaires et la formation d'infirmier(e)s « avec un cours en ligne de 400 heures ».

La solidarité développée pour soutenir les travailleurs qui luttent et qui doivent faire face à la répression s'est également exprimée en soutien avec les travailleurs de Fiat en Serbie.

Extrait de la déclaration de soutien du syndicat italien SI-COBAS avec les travailleurs en grève de la FIAT Plastic de Kragujevac

Par ses actions sinistres, Fiat Plastik révèle le vrai visage du capitalisme et de l'impérialisme qui, pour survivre, augmentent l'exploitation du prolétariat. Au nom du profit, le capitalisme n'hésite pas à appauvrir et à aggraver les conditions de travail et de vie des ouvriers qui sont les producteurs de sa richesse. Des situations et des méthodes similaires à celles vécues par les travailleurs de la FCA dans notre pays, depuis l'exploitation bestiale, les quarts de travail épuisants, le manque de mesures de santé et de sécurité, jusqu'à la famine. L'action de combat des travailleurs de Fiat Plastik montre que nous pouvons et devons lutter malgré la pandémie et que la lutte des classes met les patrons dans de sérieuses difficultés. Que cet exemple incite d'autres travailleurs à reprendre le chemin de la lutte - à imposer leurs propres besoins et à abolir l'exploitation capitaliste. ★

Biden, un « révolutionnaire » ?!

À écouter de nombreux commentateurs, Biden serait le dirigeant étasunien le plus « à gauche » depuis Roosevelt. Il voudrait entraîner ses homologues occidentaux dans une politique social-démocrate de répartition des richesses. Le FMI ne dit pas autre chose quand il prône la progressivité de l'impôt, l'alourdissement de l'impôt sur la succession, sur l'excédent de bénéfices des entreprises, voire un impôt sur la fortune. Idem pour l'Observatoire français des conjonctures économiques qui explique : « mettre en place une taxation exceptionnelle serait symboliquement et politiquement important et permettrait de répondre à l'argument que certains ont profité de la crise ». Cela rejoint la proposition de l'économiste star, Piketty, qui plaide en faveur d'un impôt mondial de 2 % sur les fortunes supérieures à 10 millions d'€. Les trois nouveaux milliardaires français qui viennent de rentrer dans le classement Forbes y seraient assujettis. Et les actionnaires des entreprises du CAC 40, qui ont touché 52 milliards de dividendes, seraient également concernés, tout comme les milliardaires français qui se sont enrichis de 200 milliards en 2020. Ces chiffres sont hallucinants, quand on les compare à l'ampleur de la

misère qui frappe les travailleurs, les paysans, les populations de tous les pays, mais surtout ceux des pays dominés par les puissances impérialistes. C'est précisément la peur d'explosions sociales de grande ampleur qui poussent ces institutions et ces dirigeants à prôner ce type de mesures.

Biden annonce que l'Etat fédéral va injecter 5000 milliards dans l'économie étasunienne, pour accélérer la transition écologique (plus de 50 % des dépenses y seront consacrées), mettre à niveau les infrastructures qui sont dans un état critique (routes, voies ferrées, réseau de transport électrique...) et renforcer certains secteurs stratégiques (médicaments, semi-conducteurs...). Il a également annoncé que 1800 milliards du plan global (1000 milliards dollars de dépenses et 800 milliards en crédits d'impôts) seraient consacrés à la lutte contre la pauvreté, à l'éducation et à la santé, sans reprendre la proposition d'un système de couverture sociale universel. Le principal marqueur de sa politique, c'est l'annonce d'un taux d'imposition plus fort sur les sociétés (passant de 21 % à 28 %).

Cet argent public qui coule à flots est destiné en priorité aux monopoles US, selon la devise du « America first » qui est toujours plus d'actua-

lité, avec l'objectif sans cesse affirmé de confrontation sur tous les plans avec la Chine.

Reste à convaincre les élus Républicains qu'ils doivent voter ces plans faramineux. Biden joue sur une

partie de l'opinion pour faire pression, mais c'est la voie du compromis qui l'emportera ; celle qui l'a fait renoncer à l'augmentation du salaire de base, une de ses promesses de campagne. ★

Sur le verdict du procès du policier raciste

Nous reproduisons ci-dessous une synthèse de la position de marxistes-léninistes étasuniens sur la condamnation du policier Chauvin qui a assassiné G. Floyd.

Le 20 avril, après une délibération qui n'a duré que 10 heures, le jury de Minneapolis a condamné Chauvin pour les trois chefs d'inculpation, dont la première peut lui valoir une peine de 45 ans. Cela n'aurait pas été possible sans le mouvement de masse, qui n'a jamais cessé, dans la rue, dans tout le pays et même au niveau international. Des millions de personnes se sont impliquées. C'est pourquoi, ce verdict est une victoire pour le mouvement populaire, pas pour le système judiciaire bourgeois. Mais soyons clairs : il n'aura qu'un effet limité sur les brutalités policières et sur les meurtres commis par des policiers. Même pendant le procès de Chauvin, à quelques kilomètres de là, un policier a tué Duan Wright, en prétendant avoir cru que

son arme était un taser !? Et trois jours après, à Chicago, un policier a abattu un jeune de 13 ans.

Le gouvernement a utilisé le procès de Chauvin pour protéger la police. Il n'y avait que Chauvin qui passait en jugement, pas la police. Cela a été dit clairement au début et à la fin du procès. Les responsables policiers qui ont témoigné, ont mis en avant le fait que ce qu'a fait Chauvin était contraire aux procédures policières. Mais alors, pourquoi les trois autres policiers n'ont rien fait pour l'en empêcher ?

S'il est juste de lutter contre tous les cas individuels de brutalité policière, nous savons que la police est là pour soumettre les opprimés, pour réprimer les grèves militantes des travailleurs, les manifestants contre la guerre et les militants progressistes. Nous savons que ce n'est qu'en mettant à bas le système raciste du capitalisme que cesseront les brutalités policières. ★

Une crise aiguë de santé publique en Inde

Cette analyse est celle des camarades d'Inde, de l'organisation « Démocratie révolutionnaire », membre de la CIPOML.

Le peuple indien est frappé par une crise sanitaire sans précédent depuis les deux dernières semaines alors que la pandémie de Covid-19 fait rage partout. (...) Partout, nous n'entendons parler que de personnes infectées en masse, d'hôpitaux incapables de prendre en charge les patients (faute de lits, de personnel, de matériel médical d'urgence, de médicaments) et de personnes littéralement laissées à bout de souffle et qui meurent dans la rue. (...)

Au lieu de se préparer à la catastrophe imminente, le gouvernement Modi s'est occupé de ses campagnes électorales pour déloger les partis d'opposition dans les provinces. Cela a abouti à des élections très disputées dans plusieurs États et à des meetings électoraux massifs, à des violences électorales, etc. Il s'est également plié aux passions religieuses en permettant le rassemblement de millions de personnes pour Kumbh Mela, un festival hindou tenu après le début de la troisième vague.

Cela a détourné l'attention du gouvernement et a également permis de grands rassemblements sans se soucier de la sécurité sanitaire.

Le verrouillage initial imposé au pays par le gouvernement central en 2020 a laissé l'économie en lambeaux avec des millions de personnes confrontées à la perte de revenus et d'emplois. Cela a permis à l'État et aux capitalistes de suspendre l'application des lois protégeant les travailleurs et les agriculteurs et d'augmenter les investissements et les profits. Par conséquent, le gouvernement a été réticent à mettre en œuvre un verrouillage complet même lorsque la vague actuelle de pandémie est devenue incontrôlable.

Bien qu'il s'agisse d'un pays producteur pharmaceutique majeur, l'Inde est loin derrière les normes mondiales en matière de santé publique. L'État consacre moins de 1,3 % de son PIB à la santé et a laissé le champ libre aux systèmes de santé privés qui s'adressent aux super riches des zones urbaines. Au lieu d'investir dans le système public de soins pour tous, le gouvernement actuel a lancé une politique de soutien au secteur privé et au secteur

des assurances en promettant une couverture médicale pour les couches les plus pauvres de la population.

La majeure partie du système de santé indien (médecins, infirmières, hôpitaux et magasins d'articles médicaux) est concentrée dans les zones urbaines d'un pays où 70 % de la population vit dans des villages. 60 % du personnel médical est stationné dans des zones urbaines qui ne comptent que 30 % de la population. Ainsi, le système de santé indien a maintenant un caractère essentiellement privé et urbain. La couverture extrêmement faible des soins médicaux pour la grande partie de la population ressort de quelques données simples. Il n'y a que 0,9 médecin qualifié pour 1 000 habitants (contre 8 pour 1 000 à Cuba). Le nombre de lits d'hôpitaux est à peine de 0,5 pour 1 000 (contre 5,3 pour 1 000 à Cuba). On voit ainsi que le désastre actuel devait fatalement se produire. La pénurie aiguë de médecins, de personnel paramédical, de lits d'hôpitaux, de médicaments et d'oxygène médical est dans une large mesure le résultat de longues années de négligence structurelle et de complaisance envers les secteurs privés de la santé et des assurances.

Le gouvernement Modi a profité de la situation pandémique pour adopter à la hâte des lois remplaçant toutes les lois du travail existantes sans discussion ni consultation des syndicats. De même, il a profité de la situation de pandémie pour adopter des lois relatives au commerce des produits agricoles, pour déréglementer les marchés agraires et supprimer la protection des prix garantie par l'État à certaines des cultures clés pour permettre aux entreprises privées de contrôler les marchés agricoles et de mettre la main sur le contrôle des terres. Des Lakhs (des centaines de milliers) d'agriculteurs ont campé pour un sit-in en signe de protestation à l'extérieur des frontières de New Delhi, la capitale de l'Inde, exigeant l'abolition des nouvelles lois agricoles. Le gouvernement a tout au plus proposé de suspendre l'application des lois pendant un an.

Il y a eu des manifestations généralisées dans tout le pays, malgré la forte répression de la contestation (sur les réseaux sociaux, dans les universités, etc.) et les conditions dues à la pandémie. Le parti de M. Modi, le BJP et ses alliés, ont perdu dans trois des quatre principaux États où les élections ont eu lieu. ★

Succès du webinaire de la campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers d'Israël !



Le 18 avril avait lieu le webinaire organisé par la campagne pour la libération des enfants palestiniens emprisonnés en Israël à l'occasion de la journée internationale des prisonniers politiques palestiniens. Afin de poursuivre la campagne et continuer le travail de solidarité malgré les restrictions sanitaires qui empêchaient tout événement présentiel d'importance, le collectif de la campagne, auquel participe activement notre parti, a décidé d'organiser un webinaire sur la situation des enfants prisonniers avec des intervenants en direct de Palestine et de France. Ce fut un beau moment de solidarité, vivant, où après une présentation de la campagne et du collectif se sont alternées les interven-

tions de Palestine, de France ainsi que les questions-réponses à chaque fois traduites en français ou en arabe. Sahar Francis et Khaled Quzmar, respectivement directrice d'Addameer et directeur général de Defense for Children International, des associations qui apportent un soutien sur place aux enfants emprisonnés, ont expliqué la violence des arrestations, les violations du droit des mineurs et les maltraitements pendant les détentions, les conséquences sur leur santé mentale et physique ainsi que sur leur avenir, décrivant comment l'occupant harcèle les jeunes et les empêche de suivre des études et de se construire dans le but de briser leur résistance.

Muamar Orabi Nakhleh, lui-même ancien prisonnier et dont deux fils mineurs sont incarcérés, a apporté un témoignage concret de lutte contre l'oppression. Les représentants de la Cimade et de la CGT-FERC ont rappelé les dégâts qu'occasionnent les maltraitements et l'isolement d'enfants et apporté leur soutien solidaire aux Palestiniens. Après une dernière série de questions, le webinaire s'est clos sur la chanson *Redemption Song* adaptée en arabe par HK.

Le webinaire, qui s'est tenu grâce à la plate-forme de visioconférence de l'AFPS était retransmis en direct sur les pages facebook de l'AFPS, du Forum Palestine Citoyenneté et de l'association Femmes Egalité et a été suivi en direct par 180 personnes puis visionné depuis par plus de 2 000 autres en France, mais aussi en Palestine, en Algérie ou en Tunisie. Tout au long du webinaire, les messages de soutien d'individus ou d'organisations (notre parti, EELV) se sont multipliés alors que de nombreuses personnes découvraient la réalité et que beaucoup demandaient comment on pouvait aider ces enfants. La réponse pour nous est en continuant à élargir, à renforcer et faire connaître la campagne, à en diffuser le webinaire (voir le site), à signer et faire signer la pétition (<https://liberez-enfants-palestiniens.fr>) sur le web ou dans la rue, de révéler au plus grand nombre l'oppression exercée par l'occupant israélien ; il faut faire savoir que toute coopération avec lui comme celle que le gouvernement français apporte au régime d'apartheid et d'occupation israélien rend complice de ses exactions et doit cesser. ★

Violente répression des Palestiniens à Jérusalem-Est

La dernière semaine du ramadan a été très tendue dans les faubourgs et la vieille ville de Jérusalem-Est entre les Palestiniens, les colons et la police israélienne à cause des menaces d'expulsion de familles palestiniennes de la vieille ville. Deux enfants ont déjà été abattus par l'armée et le vendredi 7 mai, ce sont près de 180 palestiniens qui ont été blessés par la police israélienne à coups de grenades de désencerclement et de balles en caoutchouc sur l'esplanade des mosquées. Malgré l'accalmie de la nuit qui a suivi, la tension ne redescend pas et des appels à manifester sont lancés à Gaza et en Cisjordanie, leur capitale, Jérusalem, représentant un symbole fédérateur pour les Palestiniens auxquels ils ne renonceront pas. La justice israélienne a néanmoins repoussé l'audience clé sur l'expulsion de familles palestiniennes à une date indéterminée. ★

Solidarité avec la lutte du peuple colombien

Une nouvelle explosion sociale, contre les politiques antipopulaires de la bourgeoisie a éclaté, cette fois en Colombie. Des millions de travailleurs, paysans, jeunes, femmes, chômeurs, artistes, retraités, habitants des quartiers, ont paralysé le pays à travers un puissant mouvement de lutte, commencé le 28 avril dernier. A ce jour il continue, malgré les dizaines de combattants et combattantes assassinés par les forces de l'ordre, malgré les centaines de blessés, de torturés, victimes de bastonnades, et y compris agressés sexuellement. L'armée et la police ont répondu par leur habituelle politique de guerre, contre ceux qu'ils considèrent comme l'ennemi intérieur.

La force de la protestation, qui a dépassé les prévisions des organisations qui ont appelé à la grève générale du 28 avril, a obligé le gouvernement de droite de Ivan Duque à retirer la proposition de loi de réforme fiscale, qui avait été appelée de façon cynique, loi de « solidarité durable ». Avec elle, le gouvernement voulait augmenter et aggraver les impôts sur les salaires et la consommation. Cela frappe principalement les secteurs populaires et les couches moyennes de la population. En même temps, le gouvernement a pris des mesures pour réduire les impôts sur la rente

des grandes entreprises.

La réforme fiscale n'est pas passée, la mobilisation populaire a obligé à la démission du ministre des finances, Alberto Carrasquilla - matière grise du projet - et Duque a convoqué un « Dialogue national » pour résoudre la crise, mais la lutte continue. Le peuple colombien ne lâche pas ; il est en train de défier un État autoritaire, ouvertement répressif, dans lequel il est de notoriété publique que les chefs militaires, policiers et tout l'appareil de sécurité véhiculent des idées fascistes. Ils travaillent sous la tutelle des services de renseignement étasuniens. Ils sont les instigateurs des groupes paramilitaires et ont des liens avec le narcotrafic. Cette lutte est un exemple clair que, quand les masses populaires s'unissent et combattent, elles font reculer l'ennemi le plus redoutable.

Le caractère massif, l'étendue et la combativité de la protestation montrent le degré d'insatisfaction et de frustration qui existe au sein du peuple du fait de ses conditions de vie : près de 10 % de chômage officiel, avec 50 % de personnes qui sont dans le « secteur informel » ; un des pays avec le taux le plus élevé de « déplacés » intérieurs du fait de la pauvreté, de la violence et de l'insécurité générée par l'Etat ; une population durement frappée par la pan-

démie et avec un gouvernement incapable de définir un plan adéquat de vaccination ; un pays qui a le deuxième budget militaire le plus élevé d'Amérique Latine ; un pays dans lequel, au premier trimestre de cette année 2021, 23 massacres ont eu lieu. En 2020 furent assassinés plus de 250 paysans, de responsables de communautés, de syndicats, d'élus locaux. En novembre 2019, le peuple colombien avait déjà lancé un signal fort, à travers une contestation sociale massive et combative. En général, les revendications, les mobilisations des différents secteurs populaires sont permanentes. Nous exprimons notre solidarité avec cette lutte et nous appelons à continuer de mener, dans les différents pays, des actions de solidarité avec le peuple colombien et de condamnation du gouvernement de Ivan Duque pour la répression criminelle menée contre le peuple. Nous nous joignons à l'exigence de démission du président Ivan Duque.

Nous sommes solidaires de nos camarades du Parti Communiste de Colombie (Marxiste-Léniniste) et de



Manifestation du 1^{er} mai à Bogota

leurs dirigeants qui sont aux avant-postes du combat.

Nous dénonçons les secteurs les plus réactionnaires de l'État colombien : Uribe, Duque, les chefs de forces militaires et policières, qui agissent contre la contestation sociale et ses acteurs comme s'il s'agissait d'actions de guerre, comme des événements qui chercheraient à « déstabiliser le pouvoir et mettre fin à la démocratie ». Avec cette logique, ils ont répondu aux revendications du peuple avec rage et haine. Les forces de l'ordre sont en état de guerre contre le peuple, ce que nous rejetons et nous appelons à le condamner dans le monde entier. ★

6 mai 2021

Comité de Coordination
Conférence Internationale de Partis
et Organisations Marxistes-Léninistes
CIPOML

Après la mort de Déby

L'impérialisme français dans le piège tchadien et sahélien

La mort d'Idriss Déby dans des conditions encore mal élucidées dans les derniers jours d'avril, alors qu'il venait d'être élu pour la sixième fois à la présidence du Tchad, a provoqué un mouvement de panique chez les dirigeants politiques et militaires français. Comment s'assurer que les nouveaux dirigeants suivront la même voie que l'ex-président qui avait placé l'armée tchadienne au service des opérations militaires françaises au Sahel ? Comment assurer la continuité de l'opération Barkhane, dont le QG se trouve à N'Djamena et alors que l'armée tchadienne avec près de 5 000 soldats sur le terrain y joue un rôle essentiel ?

Que va faire l'impérialisme français dans la nouvelle situation ? Les premières déclarations et décisions de Macron montrent qu'il va avoir beaucoup de peine à se dégager du piège dans lequel la France s'est placée. Il y a quelques semaines, il était admis que l'opération Barkhane devait évoluer. Cette évolution est-elle toujours prévue et la mort d'Idriss Déby ne va-t-elle pas la freiner ?

Comme le rappelle le communiqué du PCOF, que nous reproduisons, « cela crée un terrain pour élargir la contestation de cette politique, en France, pour exiger notamment le retrait des troupes du Mali et du Sahel ».

Un coup dur pour l'impérialisme français

La population nomade au nord avait opposé une résistance farouche à la colonisation. Compte tenu de cette histoire et du fait de sa situation géographique, l'armée française a constamment été présente en force au Tchad après son indépendance. Entre 1960 et 1975, le pays, conforté

dans son rôle stratégique, a reçu 40 % du total de l'aide militaire française.

Depuis son indépendance, le pays a subi 7 interventions militaires françaises, soit le plus grand nombre d'opérations en Afrique. Idriss Déby a su entretenir l'idée auprès des dirigeants français, de droite comme sociaux-démocrates, qu'il constituait un rempart et un verrou stratégique indispensable pour assurer la prééminence de la France néocoloniale. En contrepartie, il avait les mains libres dans ses affaires internes et la France lui prêtait assistance quand son régime était menacé par des rébellions venues des frontières soudanaises ou libyennes. Ce donnant-donnant s'est renforcé en 2013, quand le président Hollande lança l'opération Serval pour lutter soi-disant contre le terrorisme. Les militaires tchadiens engagés dans cette opération firent des merveilles au prix de nombreuses victimes, ce qui entraîna un début de révolte au Tchad contre l'utilisation comme chair à canon de supplétifs tchadiens placés en première ligne. Quand la guerre s'élargit à tout le Sahel et que l'opération Barkhane succéda à Serval, l'engagement des troupes tchadiennes s'accrut encore. Plus près de nous, en 2019, Macron n'hésita pas à envoyer les Mirage 2000, basés à N'Djamena, pour frapper des rebelles tchadiens frauduleusement traités de « djihadistes ».

La mort subite du dictateur Idriss Déby pouvait renverser le fragile château de cartes mis en place au Sahel. D'où la reconnaissance immédiate de la junte militaire conduite par un des fils du dictateur et la précipitation de Macron aux obsèques de Déby, seul chef d'Etat européen à y être présent, ce qui montre une fois de plus l'isole-

ment de l'impérialisme français dans sa politique africaine. Lors des obsèques, le président français a affirmé que « la France ne laissera jamais personne menacer, ni aujourd'hui ni demain, l'intégrité et la stabilité du Tchad ». Ce blanc-seing accordé à la junte et l'assurance que tout va continuer comme avant a provoqué la colère des opposants au coup d'Etat militaire. Un étudiant lance le slogan : « Le Tchad n'est pas une sous-préfecture de la France ». Ses camarades, après avoir détruit deux stations Total, menacent de s'en prendre systématiquement aux intérêts de l'ancienne puissance colonisatrice et de conclure : « Toute l'Afrique va entrer en rébellion contre la France ». Ce sont des propos analogues à ceux entendus lors de manifestations à Bamako, à Dakar, à Ouagadougou... ces derniers mois. Cette colère s'est manifestée le 27 avril et s'est heurtée à la répression de l'armée qui a fait une dizaine de morts à N'Djamena et dans les villes du sud du pays.

Beaucoup d'incertitudes

Les rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT) qui ont mis fin au règne du dictateur Idriss Déby, partis du sud libyen le 21 avril, vont-ils poursuivre leur action et s'emparer de la capitale ?

Le fils du tyran, le général Mahamat Idriss Déby, qui a pris la tête du Conseil militaire de transition (CMT), le 2 mai, a les pleins pouvoirs. Mais contesté dans sa propre famille, a-t-il les moyens de s'imposer face à des dizaines de généraux ambitieux ?

La situation économique est catas-

trophique. L'exploitation du pétrole par le monopole américain ExxonMobil qui devait assurer les trois quarts du budget, a servi à alimenter le budget militaire et à nourrir la corruption. Le peuple tchadien n'a pas vu son sort s'améliorer et le Tchad reste avant-dernier dans le classement de l'indice de développement humain (IDH). Un gouvernement de 40 ministres et secrétaires d'Etat a été nommé. Mais il y a peu de chances qu'il y ait une évolution positive pour le peuple tchadien : le premier ministre est Albert Pahimi Padacké, le dernier premier ministre de Idriss Déby ! Le ministre de la Réconciliation nationale est un ancien ministre de Hissène Habré, rentré au Tchad en 2018 après vingt-cinq ans d'exil pour devenir conseiller d'Idriss Déby ! Le ministre de la Justice est un opposant qui, hier encore, dénonçait la répression des manifestations !

Selon le président du mouvement des Transformateurs, « nous avons un gouvernement de décor sur fond de coup d'Etat et de recyclages ». Quant au président de l'Union des syndicats du Tchad, il rejette l'ensemble du processus : « Puisque nous ne reconnaissons pas la légitimité du CMT, nous ne reconnaissons pas le gouvernement qu'il a nommé. »

La société civile et l'opposition durablement frappées pendant des dizaines d'années sauront-elles s'unir dans la lutte pour un Tchad de paix et de progrès ?

Notre Parti estime que seul le retrait des troupes françaises du Sahel pourra permettre aux peuples sahéliens de construire un avenir de progrès et de paix. ★

Idriss Déby, un pilier de la Françafrique est mort

Communiqué du PCOF, Paris le 21 avril 2021

Le dictateur tchadien, Idriss Déby Itno, a été tué lors de combats avec un groupe armé tchadien venu de Libye.

Ce président putschiste et chef de guerre, pilier de la « Françafrique », était au pouvoir depuis une trentaine d'années (1990). A plusieurs reprises, l'armée française, présente au Tchad dès les années 60, est intervenue contre des groupes rebelles armés qui tentaient de renverser ce régime. En 2019, le gouvernement français n'a pas hésité à présenter frauduleusement ces rebelles comme des « djihadistes » pour justifier leur bombardement par les Mirage.

Déby a mis l'armée tchadienne au service de toutes les opérations militaires

françaises au Sahel : de « Serval » à « Barkhane », il n'a cessé d'envoyer des soldats au Niger, au Mali, dans la zone des « trois frontières » ; 1 850 militaires tchadiens sur 6 000 de Barkhane, 1 500 sur les 13 000 de la Minusma (mission de l'Onu). A la demande de Macron, il avait décidé d'en envoyer 1 200 supplémentaires, suite au sommet du G5 qui s'était tenu en février dernier à N'Djamena. C'est ce qui explique les préoccupations des autorités politiques et militaires françaises qui déplorent cette « perte », car comme l'a dit le ministre Parly, « la France perd un allié essentiel dans la lutte contre le terrorisme au Sahel ». Un allié qui a fait régner la terreur dans son pays, n'hésitant pas à liquider les opposants, à

empêcher toute contestation et mettant les richesses du pays à la disposition des multinationales minières et pétrolières. Pendant ce temps, et tandis que les dépenses militaires engloutissent près de 40 % du budget du pays, la majorité de la population vit dans la pauvreté, notamment les habitants des zones rurales.

C'est une équipe de militaires qui a pris le pouvoir, au lendemain de la mort de Déby, pour essayer d'imposer une « transition » politico-militaire et éviter que les règlements de compte entre les différents clans qui existaient au sein du système Déby ne dégénèrent en guerre intérieure. Ils n'ont aucune velléité de laisser le peuple tchadien décider de son avenir.

Les responsables politiques et militaires français veulent avant tout maintenir la présence militaire, politique, économique de l'impérialisme français au Tchad et au Sahel.

Ce qui se passe au Tchad montre que Barkhane est un dispositif militaro-politique, aux mains de l'impérialisme français, qui s'appuie sur des régimes autocratiques, contre les peuples. La « guerre contre le terrorisme » ne fait que plonger ces peuples dans la misère, dans l'insécurité permanente et veut les empêcher de prendre leur avenir en mains, pour vivre en paix, en solidarité et fraternité. C'est pourquoi, nous exigeons le retrait des troupes françaises du Mali et du Sahel et la fin de Barkhane. ★